

LES COLLECTIONS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

# RÉSISTANCE

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »

Dossier réalisé dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2024-2025

## LIBÉRER ET REFONDER LA FRANCE / 1943-1945

# Le défilé de la libération à Agen



Maquisards de la compagnie Dollé (AS Combat) lors du défilé de la Libération, Agen, 27 août 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Au premier plan à droite, le lieutenant Maxime Guénet à la tête de sa section.

## LA COMPAGNIE DOLLÉ

À partir de l'été 1943, les maquis se multiplient dans le Lot-et-Garonne pour accentuer la pression sur l'Occupant et accueillir les réfractaires au Service du Travail obligatoire en Allemagne. À l'automne, un maquis se constitue près de Villeneuve-sur-Lot, dans l'est du Lot-et-Garonne. Affilié à l'Armée secrète, une compagnie s'organise progressivement autour de René Schleidweiler, un réfugié lorrain, qui en devient le chef sous le pseudonyme de capitaine Dollé et donne son nom au groupe.

La compagnie atteint une centaine d'hommes. La plupart sont originaires du département. Le groupe compte aussi des tirailleurs africains, prisonniers de guerre évadés, dont l'expérience militaire est très précieuse pour former les jeunes réfractaires au STO qui ont aussi rejoint le maquis.

## LA LIBÉRATION DU LOT-ET-GARONNE

À partir du 6 juin 1944, l'état-major FFI du Lot-et-Garonne donne l'ordre aux maquis de passer à l'action. La compagnie Dollé procède à plusieurs sabotages sur des ponts et des voies ferrées.

Le 19 juillet, une quinzaine d'hommes de la compagnie dirigés par le lieutenant Ferraton arrivent devant la centrale d'Eysses. Un des camions force le premier portail puis le second. Le groupe réclame la libération d'une cinquantaine de résistants emprisonnés depuis peu. Les gardiens s'exécutent. Le groupe repart avec les résistants, les détenus de droit commun demeurant dans la centrale.

Le 15 août, une patrouille de reconnaissance est prise à partie par une unité allemande à Saint-Romain-le-Noble. Quatre maquisards sont tués, un autre grièvement blessé. Le 17 août, la compagnie reçoit l'ordre de détruire la voie ferrée et d'interrompre toute circulation sur la route Agen-Toulouse. Après un premier accrochage un peu avant Saint-Jean-de-Thurac, le groupe commandé par le capitaine Dollé décide de rejoindre sa base mais il tombe dans un guet-apens tendu par des miliciens. Le bilan est lourd pour le groupe : 7 morts, 11 blessés et 8 prisonniers.

Le repli des troupes allemandes après le débarquement en Provence et l'engagement général de tous les maquis aboutissent à la libération d'Agen le 19 août 1944 et à celle du Lot-et-Garonne le 21 août. À cette date, près de 6 000 hommes sont homologués dans les diverses unités FFI du département.

Le 27 août, Agen rend hommage à ses libérateurs en organisant un défilé sur le boulevard de la République. Les hommes de la compagnie Dollé font partie des maquisards que la foule acclame. Le lieutenant Guénet, à la tête de sa section, en garde un souvenir ému : « Si, aux cérémonies et à la prise d'armes pour la libération d'Agen, nous avons participé et défilé la

tête haute, c'était surtout en pensant aux nôtres, qui n'étaient plus là et pour les honorer, eux. »

## S'ENGAGER POUR LA VICTOIRE

Après la libération du département, les hommes de la compagnie Dollé veulent poursuivre le combat au sein la nouvelle armée française. Le 6 septembre, ils sont regroupés à Agen. Le 16 septembre, la compagnie rejoint Limoges, puis le camp d'Avord où elle parfait son instruction. Les hommes sont impatients de rejoindre le front. On leur promet qu'ils vont être envoyés dans les Vosges. Mais, en novembre, la compagnie Dollé est rappelée en Lot-et-Garonne. Elle rejoint le camp de Casseneuil. On évoque un engagement sur le front de la poche de Royan, et même un départ vers l'Extrême-Orient.

Finalement, la compagnie est dissoute, les autorités militaires refusant que les hommes qui ont lutté ensemble dans le maquis soient intégrés ensemble dans une même unité combattante. Les soldats africains du groupe doivent rejoindre Fréjus où ils sont démobilisés et rapatriés en Afrique occidentale. Le lieutenant Guénet négocie la reconnaissance, pour l'établissement de leur pension, de leur engagement dans l'armée et du temps passés dans les maquis.

Certains résistants s'engagent individuellement dans l'armée et sont envoyés sur le front de la poche de Royan. La plupart retournent, amers, à la vie civile. Le lieutenant Ferraton reprend son activité de transporteur, le lieutenant Guénet devient exploitant agricole, le capitaine Schleidweiler-Dollé retourne en Lorraine et devient chef de travaux.

## SOMMAIRE

### **PARTIE 1 – PRÉPARER**

(printemps 1943-printemps 1944)

4 - 5 – Un État et une administration provisoires

6 - 7 – La nouvelle armée française

8 - 9 – La montée en puissance de la Résistance intérieure

10 - 11 – L'intensification de la répression

12 - 13 – Les Français entre peur et espoir

### **PARTIE 2 – LIBÉRER**

(été-automne 1944)

14 - 15 – Le débarquement de Normandie et la libération de l'Ouest

16 - 17 – La libération de Paris et de la région parisienne

18 - 19 – Le débarquement de Provence et la libération du Sud-Est

20 - 21 – La libération du Sud-Ouest et du Centre

22 - 23 – La libération du Nord et de l'Est

### **PARTIE 3 – REFONDER**

(automne 1944-automne 1945)

24 - 25 – Rétablir la République

26 - 27 – Participer à la victoire

28 - 29 – Renouveler la démocratie

30 - 31 – Reconstruire et réformer la France

**Ce numéro spécial CNRD  
du MRN est disponible  
et téléchargeable sur :**

**[www.dsden94.ac-creteil.fr](http://www.dsden94.ac-creteil.fr)**

**[www.dsden93.ac-creteil.fr](http://www.dsden93.ac-creteil.fr)**

**[www.expo-manouchian-mrn.fr](http://www.expo-manouchian-mrn.fr)**

# Problématique et perspectives

## Libérer et refonder la France 1943-1945

Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation retenu pour la commémoration de la libération du territoire national et de la victoire sur l'Allemagne nazie est l'occasion de s'interroger sur les objectifs et les circonstances qui ont conduit les Français à retrouver leur liberté et à soutenir la construction d'une France profondément renouvelée dans ses fondations politiques, économiques et sociales.

La libération se prépare dans une France marquée par la dégradation des conditions de vie de la population et l'intensification des actions contre tous les ennemis désignés par l'occupant allemand, avec la collaboration de l'État français. Le débarquement est attendu et redouté à la fois car il signifie le retour de la guerre en France. Cependant, après le débarquement en Normandie le 6 juin 1944 et celui en Provence le 15 août, la joie et le soulagement l'emportent lorsque la libération arrive enfin, malgré les victimes souvent nombreuses et les absents dont on reste sans nouvelles. Le Gouvernement provisoire de la République française qui s'installe à Paris dès la fin août, reprend en main la direction politique du pays, sur tous ses territoires, et fait de la participation de la France à la victoire un de ses objectifs prioritaires. Pour autant, et très rapidement, il veille à améliorer autant que possible les conditions de vie des Français et à réformer, non sans débats, l'organisation économique et sociale de la France. La Résistance a son programme, rédigé par le Conseil national de la Résistance, rédigé dans la clandestinité. Ces réformes sont aussi accompagnées d'un retour et d'un renforcement de la démocratie avec l'élargissement du droit de vote et d'éligibilité aux femmes et le retour des élections. Le peuple français retrouve sa souveraineté et manifeste immédiatement sa volonté en recomposant la représentation politique de la Nation.

Étudier cette période décisive, c'est suivre le parcours d'hommes et de femmes qui ont choisi de lutter pour libérer et rénover la France, un engagement pouvant aboutir au sacrifice de leur vie. C'est comprendre pourquoi certains sont rentrés dans l'ombre à la Libération alors que d'autres ont tenté de peser sur le cours des événements dans la France libérée. L'implication d'anciens résistants dans la vie politique, économique, sociale ou culturelle a contribué à renouveler les personnels, redéfinir les objectifs et repréciser les priorités. Mais le pouvoir de décision ultime a été redonné au peuple français et à ses représentants.

La découverte des événements et des défis relevés entre 1943 et 1945 peut être une source d'inspiration pour les jeunes générations, confrontées à un monde en plein bouleversement. Malgré les difficultés à surmonter, les hommes et les femmes de France ont fait individuellement et collectivement le pari du courage et de l'audace pour libérer le territoire national puis (re)construire un pays et une société encore plus en accord avec l'idéal républicain de liberté, d'égalité et de fraternité. Sans nul doute un message et un passage de relais utiles pour aujourd'hui.

Éric Brossard

agrégé d'histoire, professeur relais chargé de mission Histoire et Mémoire,  
conseiller pédagogique du Musée de la Résistance nationale

# PARTIE 1 – PRÉPARER (PRINTEMPS 1943-PRINTEMPS 1944)

## UN ÉTAT ET UNE ADMINISTRATION PROVISOIRES

### UNE CONSTRUCTION PROGRESSIVE

La création de la France libre à l'été 1940 à Londres est d'abord un acte militaire. Rapidement cependant, le général de Gaulle rassemble autour de lui une administration en mesure de lui donner une assise politique. Il s'agit de contrer l'influence de l'État français, dirigé par le maréchal Pétain, et de faire reconnaître la légitimité des Français libres auprès de leurs alliés britanniques. En octobre 1940, le ralliement des premiers territoires à la France libre permet la création du Conseil de Défense de l'Empire (CDE) à Brazzaville. En septembre 1941, la constitution du Comité national français (CNF) à Londres met en place une représentation française qui se rapproche d'un gouvernement.

En avril 1942, la déclaration du général de Gaulle aux mouvements de résistance en France occupée, dans laquelle il affirme son attachement à la république et à la démocratie et sa volonté de les rétablir dans leur plénitude à la Libération, permet de renforcer sa légitimité. Sa publication dans la presse clandestine montre qu'il commence à être reconnu comme le chef de la Résistance française par les résistants eux-mêmes. Ce rapprochement se traduit par le changement de nom de la France libre qui devient la France combattante le 13 juillet 1942.

### ALGER, NOUVELLE CAPITALE DE LA FRANCE

Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. Après avoir un temps soutenu l'amiral Darlan, ancien chef du gouvernement du maréchal Pétain présent sur place, les Américains appuient le général Giraud, qui s'est évadé de sa prison en Allemagne et s'est mis à leur service. Il prend le commandement civil et militaire de l'Afrique du Nord.

À la conférence de Casablanca, en janvier 1943, Roosevelt et Churchill semblent donner l'avantage à Giraud sur de Gaulle. Cependant, le général de Gaulle bénéficie de l'action de Jean Moulin, qu'il a envoyé en France avec la mission d'unifier la Résistance intérieure. Après de longues négociations, Jean Moulin parvient à organiser la première réunion du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943 et à faire reconnaître le général de Gaulle comme chef de toute la Résistance.

Quand le Comité français de Libération nationale (CFLN) succède au CNF le 3 juin 1943 à Alger, de Gaulle doit encore partager la présidence avec Giraud, mais le soutien de la Résistance intérieure lui permet de gagner en légitimité et contribue à la mise à l'écart progressive de son rival. En novembre 1943, le remaniement du CFLN, dorénavant présidé par le seul général de Gaulle, intègre cinq représentants de la Résistance intérieure et cinq anciens parlementaires. En mars 1944, deux représentants communistes le rejoignent. Le CFLN, sans en prendre officiellement le nom, a désormais tous les traits d'un gouvernement. Il est épaulé par une Assemblée consultative provisoire, créée par ordonnance en septembre 1943. Composée de représentants de la Résistance intérieure et extérieure, d'anciens députés et sénateurs qui n'ont pas voté les pleins



Journal résistant *Le Franc-Tireur* annonçant la naissance du CFLN et son soutien à de Gaulle, n° 19, 15 juin 1943  
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

## ■ FOCUS

### Le Comité national d'études (CNE)

En juillet 1942, à Lyon, Jean Moulin crée un Comité des experts, composé d'universitaires et de hauts fonctionnaires chargés d'alimenter la réflexion des principaux mouvements de zone sud. Le Comité des experts devient le Comité général d'études (CGE), puis le Comité national d'études (CNE) en juin 1943, après son installation à Paris. Il intègre alors des représentants des mouvements de zone nord.

Le CGE puis le CNE travaillent sur la politique économique d'après-guerre, les institutions politiques provisoires de la Libération, les réformes à appliquer dans les domaines juridique, administratif et social, la question de la répression des actes de collaboration. Leurs travaux sont publiés dans *Les Cahiers politiques de la France combattante*, dont le rédacteur en chef est l'historien Marc Bloch.

Placé dans une position d'indépendance vis-à-vis des mouvements de Résistance, le CNE œuvre d'abord pour la Délégation générale mais ses rapports influent également sur les travaux de l'Assemblée consultative provisoire à Alger et sur les décisions prises sur le devenir de la France libérée. À ce titre, le CNE participe à partir de l'été 1943 au choix des hommes chargés de rétablir l'État républicain au fur et à mesure de la libération du territoire national.



Charles de Gaulle devant l'Assemblée consultative provisoire à Alger, 18 juin 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

pouvoirs à Pétain et de conseillers généraux, l'Assemblée fait fonction de parlement donnant son avis sur les grandes orientations politiques et budgétaires du CFLN. Sans être décisionnaire, elle adopte des résolutions importantes, comme l'aide matérielle à apporter à la Résistance ou encore le suffrage étendu aux femmes. Entre septembre 1943 et août 1944, quelques 400 ordonnances sont promulguées à Alger, dont 163 ont directement trait à la mise en œuvre de la Libération.

### ANTICIPER LA REPRISE EN MAIN DE LA FRANCE À LA LIBÉRATION

En France occupée, le CFLN est représenté dans les deux zones occupées par la Délégation générale, présidée à partir de mars 1944 par Alexandre Parodi. De lui dépendent le financement, les armes et les liaisons de la Résistance. La Délégation s'appuie sur une série de services, dont le Comité national d'études (CNE) ou le Comité des œuvres sociales des organisations de Résistance (COSOR). En vue de la Libération, elle désigne les commissaires régionaux de la République, les préfets et les secrétaires généraux chargés de prendre le pouvoir, d'installer l'État provisoire et d'assurer la transition républicaine.

Le 3 juin 1944, à l'approche du débarquement allié, le CFLN devient officiellement le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Il s'agit de se prémunir des plans d'occupation et d'administration militaires de la France par les Alliés (AMGOT, *Allied Military Government of Occupied Territories*), tel que celui mis en place en Sicile à l'automne 1943. Il s'agit aussi d'affirmer la souveraineté et l'indépendance de la France. À cette date, plus de la moitié des préfets départementaux et une douzaine de commissaires régionaux de la République qui le représentent ont été installés en France dans la clandestinité.

## LA NOUVELLE ARMÉE FRANÇAISE



*Défense de la France*, n° 37,  
3 septembre 1943

Musée de la Résistance nationale/ collection  
historique, 1985

Ce journal de la Résistance intérieure, qui dispose de moyens d'impression lui permettant de proposer des photographies en première page, annonce que la France sera bientôt en mesure de participer à sa propre libération et à la victoire.

### RECONSTRUIRE

Au début 1943, l'armée française est à reconstruire. Pour permettre à la France de peser dans la guerre, il faut parvenir à fusionner au sein d'une armée nouvelle 70 000 hommes des Forces françaises libres, fidèles au général de Gaulle, et 150 000 hommes de l'armée d'Afrique, fidèles au maréchal Pétain avant de passer sous le commandement du général Giraud.

En janvier, lors de la conférence d'Anfa, le président américain accepte d'équiper et de former la nouvelle Armée française, placée sous l'autorité du général Giraud. Le maintien de généraux demeurés fidèles au maréchal Pétain est à l'origine de tensions qui sont levées avec l'arrivée du général de Gaulle à Alger, la perte d'influence du général Giraud et la mise à l'écart des généraux les plus compromis. Le commandement opérationnel de la nouvelle armée est confié aux généraux Leclerc, de Lattre et Juin qui s'efforcent de parvenir à la fusion par la préparation intensive des unités et leur participation aux combats.

### COMBATTRE

La 2<sup>e</sup> division française libre (2<sup>e</sup> DFL) du général Leclerc devient la 2<sup>e</sup> division blindée (2<sup>e</sup> DB) en août 1943. Elle amalgame 15 000 combattants issus des FFL et de l'armée d'Afrique qui doivent se familiariser avec le matériel et l'organisation de l'Armée américaine au sein de laquelle l'unité doit combattre ; les soldats noirs doivent être de ce fait être transférés dans la 1<sup>re</sup> DFL. La 2<sup>e</sup> DB est envoyée en Angleterre en avril 1944 dans la perspective du débarquement en France.

Le corps expéditionnaire français (CEF) commandé par le général Juin est envoyé en Italie en novembre 1943. En décembre, le général de Lattre prend le commandement des troupes demeurées en Afrique du Nord. Le CEF est composé de 100 000 hommes, soldats indigènes mobilisés dans les colonies (60 % sont originaires du Maghreb) et soldats européens, volontaires évadés de France ou mobilisés en Afrique du Nord. Les officiers sont français et très souvent giraudistes. En avril 1944, la 1<sup>re</sup> DFL arrive en Italie. En mai, les troupes maghrébines du CEF se distinguent en ouvrant, après de durs combats, la route sur Rome. L'Armée française retrouve une partie du prestige perdu lors de la défaite de 1940.



*L'Amérique en guerre*, n° 96,  
Office d'information de guerre  
du gouvernement des États-Unis,  
5 avril 1944,

Musée de la Résistance nationale/  
collection historique, 1985

Diffusée en France par l'aviation  
américaine, cette publication montre  
la contribution des forces françaises  
en Italie, sous commandement français  
mais équipées par l'Armée américaine.

Brochure *Réarmés!*, Office d'information de guerre du gouvernement des États-Unis, printemps 1944

Musée de la Résistance nationale/ collection historique, 1985

Si le commentaire rappelle que le nouveau matériel que vont utiliser les Français est américain, les images choisies montrent les soldats en formation avec les uniformes français de 1940.

## ■ F O C U S

### La libération de la Corse

Le 9 septembre 1943, après les débarquements alliés en Sicile et en Italie, la chute de Mussolini et l'annonce de la capitulation italienne, le Front national, qui rassemble toutes les forces de la Résistance en Corse, appelle la population à s'insurger et engage le combat contre les troupes allemandes (environ 15000 hommes).

À partir du 13 septembre, sur ordre du général Giraud, des soldats français sont envoyés en Corse. Leurs opérations, combinées aux actions de guérilla de la Résistance, avec le soutien de soldats italiens, aboutissent au départ des dernières forces allemandes le 4 octobre. Le lendemain, le général de Gaulle est en Corse. Le 8 octobre, à Ajaccio, devant une foule nombreuse, il rend hommage aux autorités françaises issues de l'insurrection, tout en installant le nouveau préfet Luizet. Il s'agit de rétablir au plus vite la légalité républicaine, de prendre l'avantage sur le général Giraud et de montrer aux Américains que les Français peuvent administrer seuls leur territoire libéré.

La libération de la Corse a un large écho en France occupée: non seulement c'est le premier département libéré, mais il l'a été par les seules forces françaises. Elle contribue à rendre plus réaliste l'espoir d'une libération prochaine.



## TÉMOIGNAGE

### HENRI CHARTIER, SOLDAT DU CEF EN ITALIE

Évadé par l'Espagne en avril 1943 « pour rejoindre les Forces françaises libres », il est arrêté puis interné au camp de Miranda de Ebro jusqu'en novembre. Libéré et transféré à Casablanca au Maroc, il s'engage dans l'Armée française et rejoint le CEF à Naples à la fin décembre.

« Au cours de cette campagne les combats ont été très durs face à un ennemi très aguerri. En plus de cette lutte acharnée, nous devons faire face à des conditions météorologiques éprouvantes: le froid, la neige, la pluie... [...] « Malgré un quotidien difficile sur le front, notre moral restait bon. En Italie il y avait une osmose incroyable entre nous tous, officiers, sous-officiers et hommes de troupe du corps expéditionnaire français. Nous devons effacer la défaite de 1940, tout le monde en voulait. [...] »

« Notre entrée victorieuse dans Rome constitue encore l'un de mes meilleurs souvenirs. Puis en juillet 1944 les troupes françaises ont été finalement retirées du front italien et ramenées dans la région de Naples en prévision du débarquement sur les côtes de Provence, le 15 août 1944. [...] »

Extrait du témoignage publié sur le site Vienne Résistance Internement Déportation ([www.vrid-memorial.com](http://www.vrid-memorial.com))

## LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE



Fernand Grenier, *Franco-Tireurs and Guerillas of France*, Londres, 1943

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Cette brochure rédigée par Fernand Grenier, représentant du Parti communiste français à Londres, vise à faire connaître aux Britanniques les groupes de la Résistance armée en France.

La France est totalement occupée à partir de novembre 1942. L'État français dirigé par le maréchal Pétain lie de plus en plus son sort avec celui de l'occupant allemand. À partir de 1943, la politique de collaboration et l'évolution de la guerre incitent un nombre croissant d'hommes et de femmes à rejoindre la Résistance qui, face à ces défis, doit se réorganiser.

### LE DÉVELOPPEMENT DES MAQUIS

Les premiers maquis se forment dès la fin 1942. La mise en place du Service du Travail obligatoire (STO) en février 1943 conduit une partie des jeunes concernés à refuser de partir en Allemagne, à devenir réfractaires et, pour certains, à chercher refuge dans les maquis. Les mouvements de Résistance essaient de faire face à cette augmentation soudaine des effectifs, qu'il s'agit de protéger, d'entretenir et de former à la lutte armée.

Les maquis se forment dans les régions rurales. La plupart sont des groupes mobiles qui se rassemblent pour se cacher puis pour l'action et se séparent aussitôt. Quelques-uns deviennent de gros maquis sédentaires, souvent installés sur des territoires considérés comme des forteresses naturelles (Glières, Mont-Mouchet et Vercors), qui doivent être un appui pour les armées alliées après le débarquement. Malgré 3 500 tonnes de matériel parachutées entre janvier et mai 1944, leur armement demeure globalement insuffisant pour la plupart.

### CONSTRUIRE L'UNION

En janvier 1943, Jean Moulin, délégué du général de Gaulle, parvient à réunir les mouvements les plus importants de zone sud (Combat, Franc-Tireur et Libération Sud) au sein des Mouvements unis de la Résistance. La mise en œuvre effective ne se fait pas sans tensions : l'autorité du général de Gaulle est reconnue mais celle de son délégué est contestée.

Voulant aller plus loin, Jean Moulin réussit à constituer un Conseil national de la Résistance rassemblant huit mouvements, deux syndicats et six partis politiques engagés dans la Résistance. La première réunion a lieu à Paris le 27 mai 1944. Jean Moulin cumule les fonctions de délégué général et de président du CNR. Le général Delestraint prend la direction de l'Armée secrète qui rassemble les groupes armés non communistes.

Après l'arrestation de Jean Moulin, les fonctions de délégué général et de président du CNR sont dissociées. Dès l'automne 1943, le CNR prend son autonomie par rapport à la Délégation générale et contrôle directement le Noyautage des administrations publiques (NAP), le Comité d'action contre la déportation (CAD) – c'est-à-dire contre le STO – ou le Service national Maquis (SNM). En parallèle avec la Délégation générale, il entend faire valoir son autorité sur les décisions prises en France en matière civile et militaire.

■ F O C U S

**Les Forces françaises de l'Intérieur**

En décembre 1943, un « accord d'action commune » est conclu par l'Armée secrète (AS) et les Francs-Tireurs et Partisans (FTP). En février 1944, les forces des différentes organisations armées – FTP, AS et ORA (Organisation de Résistance de l'Armée) – s'assemblent au sein des Forces françaises de l'Intérieur (FFI).

La direction des FFI est l'objet d'une compétition entre le CFLN – représenté en France par des délégués civils et des délégués militaires – et le CNR. Sur le terrain, les chefs locaux des FFI disposent d'une grande autonomie d'action.

Le commandement allié attend des Forces françaises de l'Intérieur qu'elles entravent la concentration et la circulation des renforts allemands dans la phase initiale du débarquement. Le 30 mai 1944, le général Eisenhower reconnaît le rôle de commandant en chef du général Koenig, tout juste nommé par de Gaulle, accordant ainsi aux FFI le statut d'une armée régulière placée sous le contrôle des Français et intégrée au dispositif allié.



*Le Marseillais*, organe des Mouvements unis de la Résistance, n° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1944

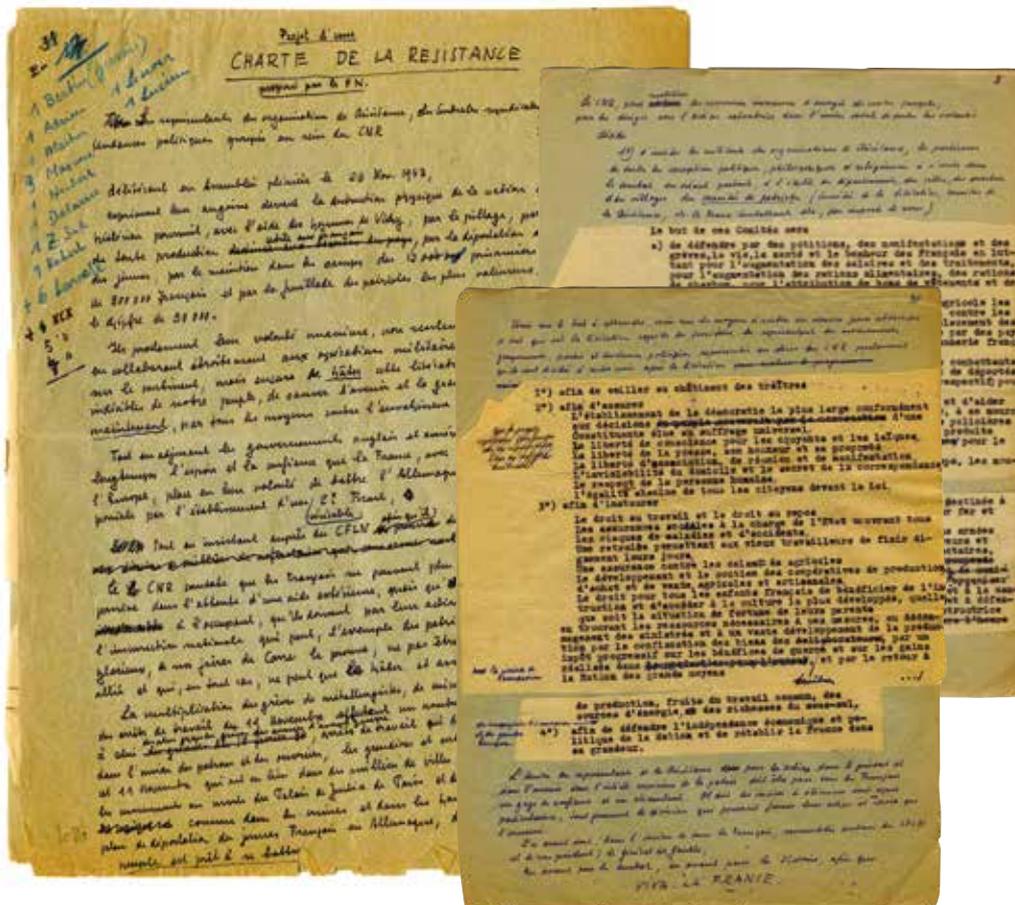
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

« Le véritable esprit de la résistance exige l'action méthodique et silencieuse, une contribution quotidienne, effective et efficace à la lutte contre la machine de guerre allemande et contre la dictature de Vichy. »

« Le véritable esprit de la résistance suppose l'acceptation sans réserve de tous les sacrifices : de ses intérêts, de son temps, de ses forces, bref de sa personne et de sa vie. »

**PRÉPARER LA LIBÉRATION**

En mars 1944, après un long travail d'élaboration et de multiples échanges entre ses membres, le CNR publie un programme qui appelle à l'action immédiate et trace les perspectives pour l'après-guerre. En avril, il obtient du CFLN la mise en place de comités départementaux de la Libération (CDL) représentant les forces de la Résistance intérieure. Les CDL ont pour mission de coordonner l'action immédiate et de diriger l'action insurrectionnelle de la libération dans chaque département. Les CDL et leurs déclinaisons locales (les comités locaux de la Libération ou CLL) devront aussi assurer la transition dans l'attente du rétablissement de institutions républicaines. Soixante et onze CDL existent en mai 1944, officiellement placés sous les ordres des commissaires de la République nommés par le CFLN.



Documents de travail pour l'élaboration de la « Charte de la Résistance », 1944  
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985  
Ce document montre le travail de relecture et de compromis réalisé pour parvenir à la rédaction de la « Charte de la Résistance » diffusée finalement sous le nom de « Programme du Conseil national de la Résistance ».

## L'INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION



Tract de la CGT dénonçant le massacre d'Ascq, durant lequel 85 habitants sont exécutés en représailles d'un sabotage ferroviaire contre une unité de Waffen-SS, avril 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

### UNE RÉPRESSION DE PLUS EN PLUS EFFICACE

Avec l'occupation totale de la zone sud en novembre 1942, les Allemands peuvent traquer les résistants sur tout le territoire français. Leur connaissance des ramifications de la Résistance leur permet de porter des coups souvent dévastateurs. De nombreux chefs et responsables de mouvements et de réseaux sont arrêtés à la suite d'enquêtes, d'infiltrations ou de renseignements obtenus lors des interrogatoires, souvent violents. Des responsables régionaux et départementaux de Libération-Sud sont arrêtés entre avril et octobre. Christian Pineau, chef de Libération-Nord tombe en mai. Une cinquantaine de membres de Défense de la France sont arrêtés après une première opération en juillet. Les réseaux Gallia et Alliance sont décimés par les arrestations qui se succèdent.

Depuis le printemps 1943, les services allemands sont sur la piste des cadres de l'Armée secrète (AS). Le 9 juin 1943, le général Delestraint, chef de l'AS, et son chef d'état-major adjoint sont arrêtés à Paris. Le 21 juin, lors d'une réunion à Caluire, dans la banlieue de Lyon, Jean Moulin est arrêté à son tour. Tombe avec lui la plus grande partie de l'état-major de l'AS et des responsables de la zone sud.

Les Allemands continuent à cibler la Résistance communiste et s'appuient sur la Police française. Entre janvier et novembre 1943, trois filatures des Brigades spéciales de la Préfecture de police démantèlent les groupes de jeunes et les détachement FTP de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) de la région parisienne. Les résistants arrêtés sont condamnés à mort et exécutés ou déportés dans les camps de concentration, mais certains des résistants juifs de la MOI sont déportés à Auschwitz.

### LE DÉCHAINEMENT DE LA VIOLENCE

En janvier 1944, des unités spéciales allemandes sont affectées en France pour sécuriser des territoires et les « nettoyer » des maquis. Quatre grandes opérations militaro-policières sont organisées : l'action « Korporal » dans l'Ain en février, l'attaque du plateau des Glières en mars, l'action « Brehmer » en Dordogne et en Corrèze en mars-avril, enfin l'action « Printemps » dans l'Ain et le Jura en avril. La population civile n'est désormais plus épargnée, accusée d'être le soutien de la Résistance. Le 3 février 1944, l'ordonnance « Sperrle » marque un tournant : la troupe doit répliquer en ouvrant le feu en cas d'attaque « terroriste », les maisons abritant les « partisans » doivent être incendiées. En mars, l'ordre est donné de fusiller immédiatement les francs-tireurs capturés les armes à la main. Les autres doivent être condamnés à mort lors de procès expéditifs et rapidement exécutés. Lors de chaque opération répressive, des résistants et/ou des notables locaux sont abattus et des dizaines d'autres sont arrêtés et déportés.

Le début de l'année 1944 est marqué par la fascisation de l'État français sous la pression de la Milice. Son chef, Joseph Darnand, devient secrétariat d'État au Maintien de l'ordre. Les forces françaises sont complètement impliquées dans les missions de répression de l'Occupant mais conservent aussi une autonomie d'action dans la lutte contre les maquis. La propagande française se déchaîne contre tous les adversaires désignés du régime, sous la direction de Philippe Henriot, exécuté par des résistants le 28 juin 1944.

## ■ FOCUS

### Les convois massifs de déportation

Pour améliorer l'efficacité de leur appareil répressif, les Allemands réorganisent les lieux de détention qu'ils contrôlent. Fin 1943, le fort de Romainville devient le camp de transit pour plus de 2 300 femmes déportées à Ravensbrück entre avril et août 1944, alors que Compiègne devient le point de départ des hommes envoyés en camp de concentration.

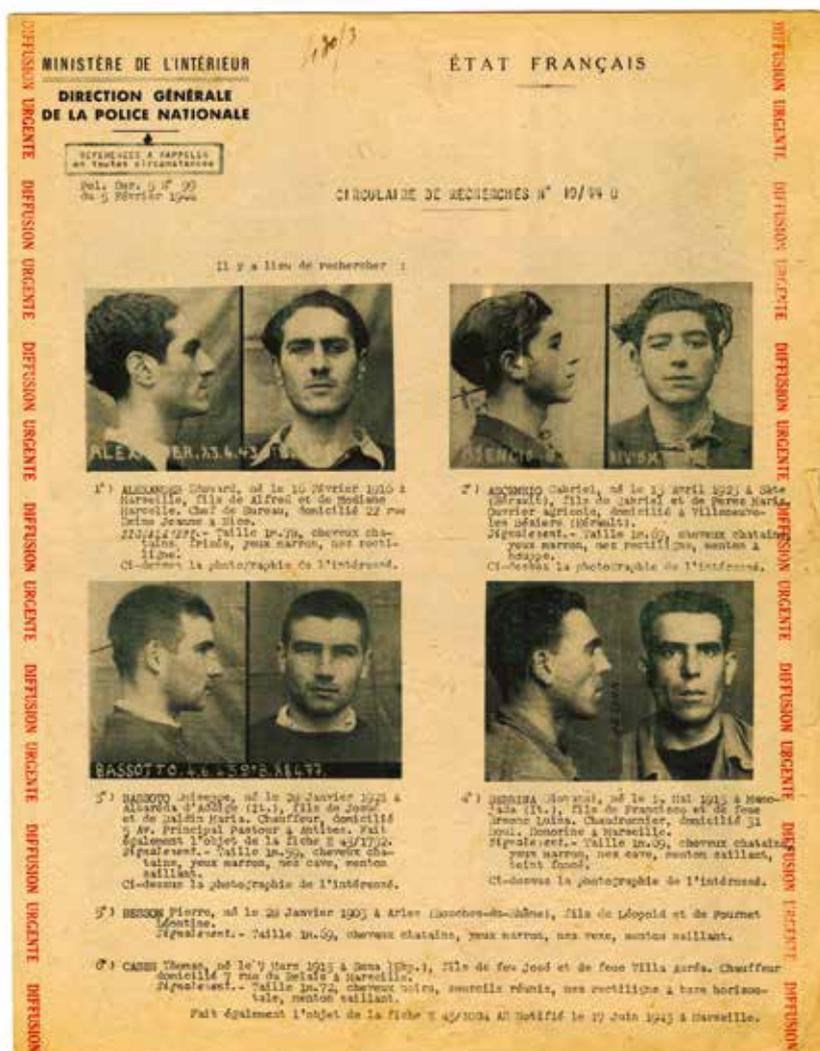
De mars au 6 juin 1944, la Sipo-SD organise six grands convois d'hommes depuis Compiègne, pour Mauthausen, Buchenwald et Neuengamme, ainsi que deux importants transports de femmes depuis le fort de Romainville. Les détenus sont affectés immédiatement aux Kommandos extérieurs travaillant pour l'économie de guerre.

Ces convois sont de plus en plus importants : 1 200 déportés en mars, plus 2 000 en mai, au total plus de 10 500 déportés. Les objectifs se complètent : accroître la répression, vider les camps et les prisons pour les réorganiser avant le débarquement attendu et fournir un nouveau contingent de travailleurs forcés à exploiter dans le système concentrationnaire. Près de la moitié des déportés ne reviennent pas de déportation.

Parallèlement, les services nazis poursuivent la déportation des Juifs de France. Entre janvier et mai 1944, dix convois sont constitués, tous à destination d'Auschwitz, sauf celui du 15 mai dirigé vers Kaunas, en Lituanie, et Tallin, en Estonie. Les Juifs qui ont pu échapper aux arrestations sont traqués. Les enfants dont les parents ont été déportés sont raflés dans les foyers qui les ont accueillis, le plus souvent avec le personnel qui les encadre. Au total, près de 12 000 Juifs sont déportés entre janvier et mai 1944. La plupart d'entre eux sont assassinés dès l'arrivée.

**Résistants du maquis de Lantilly (Côte-d'Or), juste avant leur exécution par les Allemands, 25 mai 1944**

Musée de la Résistance nationale /collection historique, 1985

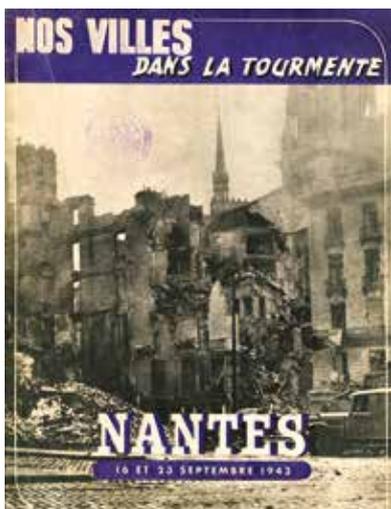


Circulaire de recherche de résistants diffusée par la direction nationale de la Police nationale, février 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

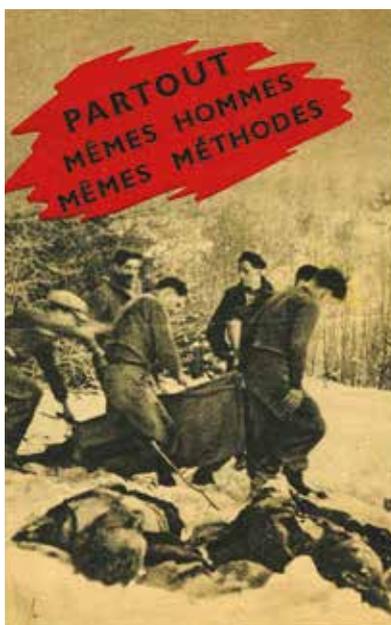


## LES FRANÇAIS ENTRE PEUR ET ESPOIR



*Nos villes dans la tourmente, Nantes 16 et 23 septembre 1943, brochure du ministère de l'Information de l'État français dénonçant les bombardements alliés, 1943*

Collection privée



Au printemps 1944, un grand nombre de produits de première nécessité ont quasiment disparu. Les rations disponibles deviennent insuffisantes pour satisfaire les besoins les plus essentiels, ce qui favorise le marché noir. La partie de la population française la plus démunie, notamment en ville, est dorénavant confrontée à la malnutrition, voire à la sous-nutrition.

Des centaines de milliers de familles s'inquiètent pour leurs proches retenus en Allemagne alors fortement frappée par les bombardements alliés : 900 000 prisonniers de guerre (PG) détenus depuis 1940 ; plus de 50 000 requis suite aux lois sur le travail forcé et environ 60 000 travailleurs volontaires. L'angoisse est encore plus grande pour les dizaines de milliers de déportés dont on est sans nouvelles.

L'occupant allemand et l'État français entretiennent la peur en multipliant les actions de répression et en désignant la Résistance comme la principale responsable. De grandes opérations de propagande dénoncent les « crimes » commis par les résistants, le plus souvent présentés comme des terroristes, juifs, étrangers et communistes. Un climat de guerre civile s'installe dans les départements où la Résistance est considérée comme la plus puissante et la plus menaçante.

Enfin, dans les mois qui précèdent le débarquement, un déluge de feu tombe sur la population française. Près de 80 % des bombes alliées lancées sur la France durant la guerre le sont durant la seule année 1944. Les bombardements se concentrent sur la moitié nord du territoire. Les gares, les triages, les ponts, les installations militaires, les entreprises travaillant pour l'effort de guerre allemand sont les cibles prioritaires. Les bombardements effectués à haute altitude et souvent imprécis font des dizaines de milliers de victimes parmi les populations proches des objectifs visés. Les alertes fréquentes créent un climat d'angoisse. Afin de créer la confusion dans l'esprit des Français, la propagande de l'occupant allemand et de l'État français s'efforce de faire passer les bombardements alliés pour des crimes de guerre et désignent les chefs qui les ont ordonnés comme des assassins (les « libérateurs »). Les Alliés répondent en demandant aux populations de prendre toutes les mesures de protection possibles.

Dans ce déferlement de situations et d'informations terrifiantes, la Résistance s'efforce de maintenir l'espoir. La presse clandestine souligne que partout en France, malgré la répression, des forces agissent ou se préparent à entrer en action lorsque sera venu le moment de « l'insurrection nationale ». Elle se fait l'écho également des réformes nécessaires lorsque la libération sera advenue, notamment en reprenant les grandes lignes du programme du CNR. Mais si l'évolution du conflit montre que le débarquement tant attendu est maintenant imminent, les Français savent aussi que la libération ne sera pas obtenue sans sacrifice.

« Partout mêmes hommes, mêmes méthodes », brochure des services de propagande de l'État français présentant les maquisards comme des criminels, « tueurs » de collaborateurs, printemps 1944

Musée de la Résistance nationale/  
collection historique, 1985



## PARTIE 2 – LIBÉRER (ÉTÉ-AUTOMNE 1944)

### LE DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE ET LA LIBÉRATION DE L'OUEST

Le 6 juin 1944, les troupes alliées débarquent en Normandie. 133 000 Américains, Britanniques et Canadiens arrivent par la mer et 23 000 Américains et Britanniques par les airs. Au soir du 6 juin, ils tiennent cinq secteurs de la côte normande. Les Alliés ont bénéficié de leur supériorité aérienne mais aussi des incertitudes allemandes quant à l'importance réelle du débarquement. Pendant plusieurs jours, les Allemands hésitent à mobiliser leurs réserves. L'acheminement des renforts est en outre perturbé par le déclenchement par les FFI des plans d'actions préparés à l'avance : le Plan vert contre les voies ferrées ; le Plan bleu contre le réseau électrique ; le Plan violet contre les communications téléphoniques ; le Plan Bibendum contre les déplacements routiers. Le Plan rouge prévoit l'entrée en action des maquis.

Cependant, la progression des Alliés reste lente et les combats sont violents, particulièrement dans le bocage normand. Si Bayeux est libéré le 7 juin, Cherbourg ne l'est que le 26 et Caen reste occupé par les Allemands jusqu'au 19 juillet. L'élargissement de la tête de pont, l'arrivée continue de nouvelles troupes et de matériels et un appui aérien déterminant permettent aux Américains de percer le front allemand à Avranches, dans le sud-ouest de la Manche, à partir du 25 juillet.

Les Américains avancent alors rapidement vers l'ouest et libèrent la Bretagne. Ils sont soutenus par 30 000 résistants bretons, aidés par les commandos alliés parachutés dès le 6 juin. Rennes est libéré le 4 août, Saint-Brieuc et Vannes le 6 août, Quimper le 9 août, Nantes le 12 août. Plus de 10 jours de bombardement sont nécessaires pour s'emparer de Saint-Malo le 17 août. Il faut 43 jours de siège pour obtenir la reddition des Allemands à Brest le 19 septembre. Sur le littoral, les Allemands tiennent les poches de Lorient et de Saint-Nazaire jusqu'au printemps 1945.

Les Américains progressent également vers l'est, au nord de la Loire. Le Mans est libéré le 9 août, Angers le 10, Alençon le 12, Orléans le 16, Chartres le 18, mais Tours doit attendre le 1<sup>er</sup> septembre.

Les Britanniques et les Canadiens parviennent à leur tour à forcer les défenses allemandes dans le nord-est de la Normandie. Rouen est libéré le 30 août, Dieppe le 1<sup>er</sup> septembre.

La bataille de Normandie s'est traduite par des pertes considérables dans chaque camp. Les Alliés comptent 41 000 morts, 16 000 disparus et 200 000 blessés ; les Allemands 60 000 morts et 140 000 blessés. 210 000 soldats allemands ont été faits prisonniers. ●



Tract lancé par l'aviation alliée sur la France lors du débarquement, juin 1944, recto et verso – Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Le commandant en chef des forces expéditionnaires alliées demande à la population française de ne pas prendre d'initiatives qui pourraient contrarier l'action des troupes libératrices. Il tient aussi à rappeler que « des pertes et des destructions » vont être occasionnées par les combats et tente de rassurer autant que possible les habitants des régions concernées : « Je vous garantis que je ferai tout en mon pouvoir pour atténuer vos épreuves ».



Photographies prises lors de la libération de Pontivy (Morbihan), 4 août 1944  
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985



## ■ F O C U S

### Les civils face à la guerre en Normandie

La bataille de Normandie commence le 6 juin. Après des combats intenses pendant près de deux mois, la percée d'Avranches permet aux Alliés de sortir de Normandie à la fin-juillet mais la libération de la région ne sera achevée qu'à la fin-août.

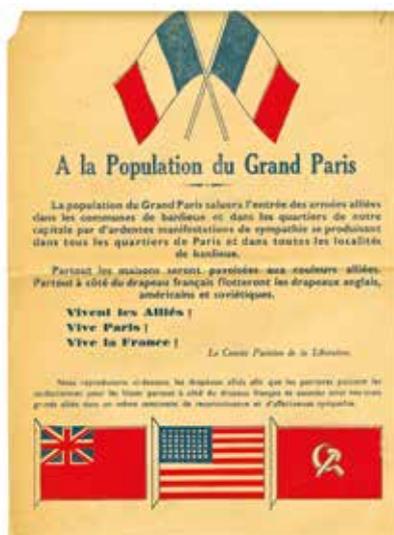
Pour les civils normands, ces mois de guerre sont terribles. Les bombardements aériens qui ont précédé le débarquement ont été destructeurs mais les combats au sol et les bombardements plus intenses encore après le débarquement ont entraîné la mort d'au moins 20 000 personnes. Des centaines de milliers de Normands ont perdu leurs logements. Saint-Lô, Caen ou Le Havre ont été réduits à l'état de ruines, de nombreux villages ont été rasés. La stagnation de la ligne de front et le stationnement prolongé des armées ont accentué les conséquences de la guerre pour les populations, confrontées à la violence des combats et à la brutalité des combattants, trop souvent détournée contre les civils.



Une colonne de prisonniers de guerre allemands quitte Cherbourg sous la garde de soldats américains, fin juin 1944 – NARA, droits réservés

La prise de Cherbourg se traduit par 39 000 prisonniers allemands et le contrôle d'un grand port, en partie détruit mais qui devient la principale voie d'acheminement des hommes et du matériel des armées alliées jusqu'à la prise d'Anvers, en Belgique.

## LA LIBÉRATION DE PARIS ET DE LA RÉGION PARISIENNE



Affiche du CPL appelant les habitants de Paris et sa banlieue à pavoiser lors de l'arrivée des libérateurs, Soviétiques compris, août 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

À la mi-août 1944, les Parisiens savent que la libération est proche. La percée en Normandie, d'abord, le 31 juillet, puis le débarquement en Provence, le 15 août, déclenchent le repli des troupes allemandes. Paris est un objectif à la fois militaire – un passage stratégique sur la Seine – et politique – redevenir la capitale de la France libérée.

### LE SOULÈVEMENT DE PARIS

Les événements qui conduisent à la libération commencent le 10 août 1944, avec la grève des cheminots, suivie par la grève des agents du métro le 13. Le même jour, les gendarmes se mettent à leur tour en grève, suivis par les policiers le 15. Le CNR, le Comité parisien de la Libération (CPL), présidé par André Tollet, et le commandement régional FFI, sous la direction d'Henri Rol-Tanguy, sont favorables au soulèvement de la population ; la Délégation générale (DG) préfère attendre l'arrivée des troupes américaines et françaises qui s'approchent rapidement de Paris. Le déclencheur est l'appel à la grève générale lancé le 18 août par la CGT et la CFTC, prolongé par l'appel à la mobilisation générale lancé par voie d'affiche par le commandement FFI d'Ile-de-France. Le 19 août, l'insurrection commence. La Résistance s'empare d'édifices publics importants. La DG s'est assurée le contrôle des ministères et de la préfecture de police, tandis que le CPL a sous son autorité les comités locaux de la Libération qui se sont installés dans les mairies. Le préfet nommé par le GPRF (dès le 20 août) et le CPL (le 22 août) s'installent à l'Hôtel de Ville.

Constatant le manque de moyens de la Résistance et l'intensité de la riposte allemande, la DG négocie une trêve avec les Allemands pour le 20 août. Elle est peu suivie sur le terrain car repoussée par le CPL puis le CNR. Le 21 août, le CPL demande à la population d'entraver la circulation des troupes allemandes, consigne confirmée le lendemain par le commandement régional FFI. Paris se couvre de 600 barricades. Les 22 et 23 août, des combats violents se déroulent un peu partout dans la ville.

Les interventions conjuguées du général de Gaulle, de la DG et de l'état-major régional FFI conduisent le commandement américain à donner l'ordre à la 2<sup>e</sup> DB de marcher sur Paris avec l'appui de la 4<sup>e</sup> DI américaine. Dans la soirée du 24 août, les premiers éléments du groupement Dronne arrivent à l'Hôtel de Ville. Le 25 août, le reste de la 2<sup>e</sup> DB entre dans Paris et réduit les poches de résistance allemandes dans la capitale avec l'aide de la 4<sup>e</sup> DI. Le général Leclerc impose la capitulation au commandant allemand du Grand-Paris. Le colonel Rol-Tanguy, commandant régional des FFI, est cosignataire de l'un des exemplaires de la convention de reddition. Le général de Gaulle arrive peu après. Dans la soirée, il prononce un discours à l'Hôtel de Ville.

Le 26 août, dans une ville qui n'a pas été totalement sécurisée, toutes les composantes de la France combattante, politiques et militaires, défilent derrière le général de Gaulle, au milieu d'une foule immense, des Champs-Élysées à Notre-Dame. Les Américains de la 28<sup>e</sup> DI et de la 5<sup>e</sup> DB défilent à leur tour le 29 août, devant les généraux de Gaulle, Koenig et Leclerc.

### LES LIBÉRATIONS EN BANLIEUE

La libération de Paris est aussi celle de sa banlieue. L'insurrection y commence en même temps qu'à Paris. Les résistants prennent le contrôle des mairies et installent des comités locaux de la Libération. Des barricades sont construites pour couper les voies de repli des Allemands. Des actions

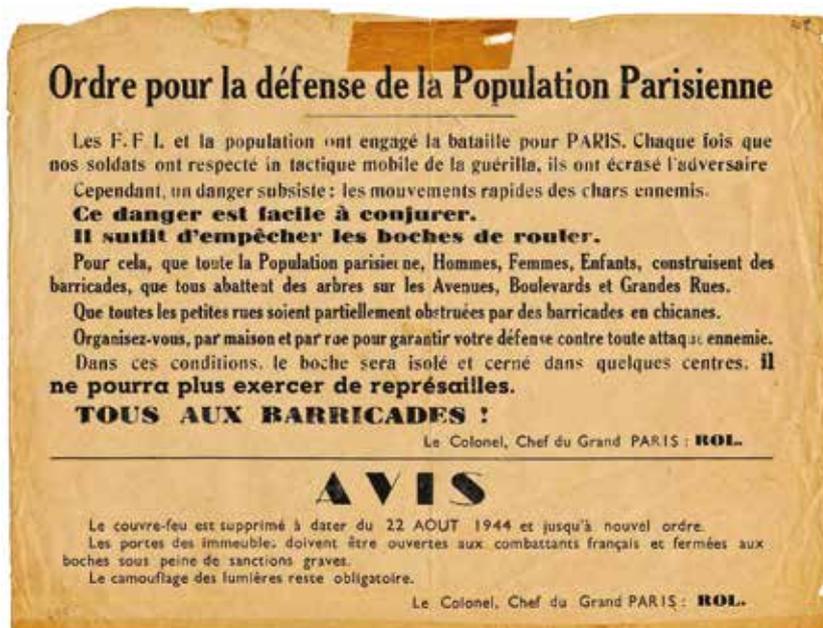
## ■ FOCUS

### L'implication de la population dans la libération de la France

Le déclenchement d'insurrections en zone rurale ou en zone urbaine implique inéluctablement la population locale. Souvent, les habitants prêtent main-forte aux résistants et grossissent les rangs des insurgés. L'expression la plus caractéristique de cet engagement est, en zone urbaine, l'érection de barricades, qui concourt à l'idée que la population française a participé à sa propre libération. La curiosité et l'envie de participer à un événement historique poussent inévitablement les Français hors de chez eux, notamment quand l'arrivée des maquisards ou des soldats alliés est annoncée. C'est souvent dans cette phase de transition que les drames arrivent : les Allemands ne sont pas forcément partis, des coups de feu peuvent être échangés de part et d'autre, les balles perdues peuvent être aussi meurtrières que les tirs ciblés. Partout, on signale des victimes par imprudence, dont les noms seront inscrits parmi ceux des « morts pour la France ».

La Libération est pour tous le temps de la liberté retrouvée. C'est la fin des interdictions, de la répression et des persécutions. C'est la fin de la peur et de l'incertitude. C'est un moment d'euphorie attendu depuis si longtemps. C'est un instant d'allégresse, dont chacun veut profiter pleinement. Il sera toujours temps de retrouver, plus tard, un quotidien plus sombre.

La Libération s'accompagne chez certains d'une volonté de vengeance. Elle peut prendre la forme de manifestations d'hostilité envers les Allemands capturés. Les Français soupçonnés d'avoir collaboré sont l'objet d'une vindicte particulière : leur statut de traître réel ou supposé attire sur eux la violence. Les cas de lynchages sont rares mais avérés. Des femmes accusées d'avoir eu des relations intimes avec des Allemands sont tondues publiquement. Les nouvelles autorités interdisent rapidement ces comportements condamnables et rappellent que la foule ne peut se faire justice elle-même.



Affiche du colonel Rol, commandant régional des FFI, ordonnant la construction de barricades pour entraver la circulation des forces allemandes dans la capitale, 22 août 1944 – Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

de harcèlement sont menées au passage des troupes allemandes, notamment au niveau des ponts.

Comme à Paris, les résistants manquent d'armes et les affrontements ne peuvent être prolongés sans être meurtriers. L'état-major régional FFI s'efforce d'avoir une vue d'ensemble de la situation et essaie de coordonner les actions locales. Dans certaines communes, la population croit être libérée après l'intervention de résistants, mais se retrouve de nouveau en présence d'Allemands, avant que n'arrivent les troupes libératrices. Dans la confusion qui règne parfois, des drames ne peuvent être évités.

Les banlieues nord et est sont libérées après Paris. De violents combats ont lieu au nord car les Allemands veulent protéger leur retraite en bloquant les troupes alliées. L'intervention de la 2<sup>e</sup> DB et la 4<sup>e</sup> DI américaine est déterminante pour réduire ou repousser les dernières forces allemandes présentes en banlieue, contenues jusque-là par les seuls FFI. Le 30 août, l'ensemble de l'agglomération parisienne est libéré. ●



Résistants et habitants du quartier des Batignolles défilant sur un camion allemand, août 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

N'étant plus en état de fonctionnement et devant être déplacé à la force des bras, le véhicule est devenu un char de parade sur lequel on brandit des drapeaux français et américains.

## LE DÉBARQUEMENT EN PROVENCE ET LA LIBÉRATION DU SUD-EST

Le 15 août 1944, un nouveau débarquement a lieu en Provence lors de l'opération Dagoon. En trois jours, près de 160 000 hommes s'emparent d'un secteur entre Cannes et Toulon. Les forces alliées sont composées pour un quart de troupes américaines de la VII<sup>e</sup> armée du général Patch et pour trois quarts de troupes françaises de l'armée B du général de Lattre de Tassigny, issus de l'armée d'Afrique. 48 % sont d'origine européenne et 52 % d'origine nord-africaine. Beaucoup ont combattu dans le corps expéditionnaire français en Italie.

Les plans alliés prévoient une libération de la Provence en 40 jours, mais l'objectif est atteint en moins de 15. Avec le soutien de la Résistance, les troupes débarquées progressent rapidement malgré les efforts des Allemands pour conserver le contrôle des ports de Toulon et de Marseille. Toulon tombe le 23 août, Nice et Marseille le 28. La réussite du débarquement en Provence entraîne le départ des Allemands du Roussillon et du Languedoc, où ils ont peur d'être pris au piège. Perpignan est évacué le 19 août, la Résistance prenant le contrôle de la ville. Les Allemands partent de Montpellier à partir du 20 août, mais la menace est encore présente et ce n'est que le 27 que des maquisards de l'Hérault entrent dans la ville, suivis le 29 des premiers éléments de la 1<sup>re</sup> DFL. Un processus identique se déroule à

Nîmes : la ville est investie par les maquisards du Gard le 24 août puis par la 1<sup>re</sup> DFL le lendemain.

La route vers le nord par la vallée du Rhône est ouverte, mais les Allemands couvrent leur repli. Valence est bombardé par l'aviation américaine le 15 août et ne passe sous le contrôle de la Résistance que le 31 août, avant l'arrivée des Américains. À Saint-Etienne, les habitants, encore traumatisés par le bombardement du 26 mai 1944, constatent le départ des Allemands dans la nuit du 19 au 20 août. Le 25, 2 000 FFI défilent dans la ville avant de rejoindre le Rhône où les combats continuent. À Villeurbanne, dans la banlieue lyonnaise, les FTP-MOI lancent l'insurrection dès le 24 août. Malgré les ralliements aux insurgés, les Allemands parviennent à briser le soulèvement deux jours plus tard. Face à l'avancée des troupes alliées, les Allemands commencent à quitter l'agglomération lyonnaise le 1<sup>er</sup> septembre. Ils font sauter presque tous les ponts le lendemain. Villeurbanne est finalement libéré le 2 et Lyon le 3, quand la 1<sup>re</sup> DFL entre dans la ville.

Parallèlement, les Américains progressent au travers des Alpes. Gap est libéré le 20 août, Grenoble le 22. Au sud, les Allemands s'accrochent dans certains

secteurs de la frontière franco-italienne. Au nord, l'action de la Résistance permet la libération d'Évian le 16 août, de Thonon le 17, d'Annemasse le 18, d'Annecy le 19.

La progression alliée vers le nord conduit à la libération de Bourg-en-Bresse et de Mâcon le 4 septembre, de Chalon-sur-Saône le 5, de Dijon le 11. Le lendemain, à Nod-sur-Seine, en Côte-d'Or, des éléments de la 2<sup>e</sup> DB débarquée en Normandie font leur jonction avec des éléments de la 1<sup>re</sup> DFL débarquée en Provence, deux unités constituées initialement au sein des Forces françaises libres. Le piège s'est refermé sur les forces allemandes qui n'ont pu remonter à temps du Sud-Ouest de la France. ●



Tract du commandant suprême des forces alliées en Méditerranée, diffusé par avion sur le littoral méditerranéen, annonçant le débarquement en Provence, août 1944

Musée de la Résistance national/collection historique, 1985

Le tract précise que « L'Armée française est à nouveau une réalité », combattant sur son propre sol pour la libération de la Patrie .

## ■ F O C U S

### L'apport des troupes françaises à la libération du territoire

La contribution française à la libération de la France dépend des décisions du commandement des forces alliées. Le 6 juin 1944, la participation française au débarquement en Normandie est réduite aux 177 hommes du commando Kieffer. La 2<sup>e</sup> DB du général Leclerc ne débarque que le 1<sup>er</sup> août. Le 15 août en revanche, les troupes françaises constituent la part la plus importante des forces qui débarquent en Provence.

L'armée B s'illustre lors de la libération du quart sud-est de la France, mais la 2<sup>e</sup> DB, qui combat au sein de l'armée américaine dans un premier temps, est mise en valeur en libérant Paris et Strasbourg. Les unités françaises sont ensuite engagées dans les durs combats dans les Vosges et en Alsace. Lors de la contre-offensive allemande dans les Ardennes, elles assurent la défense de Strasbourg que le commandement allié avait l'intention d'abandonner dans un premier temps.

Les troupes françaises composent l'essentiel des forces engagées dans la réduction des poches allemandes de Dunkerque à Royan, avec l'appui de l'aviation alliée. À partir du mois de mars 1945, elles participent également, après le franchissement du Rhin, à l'occupation des territoires au sud de l'Allemagne.



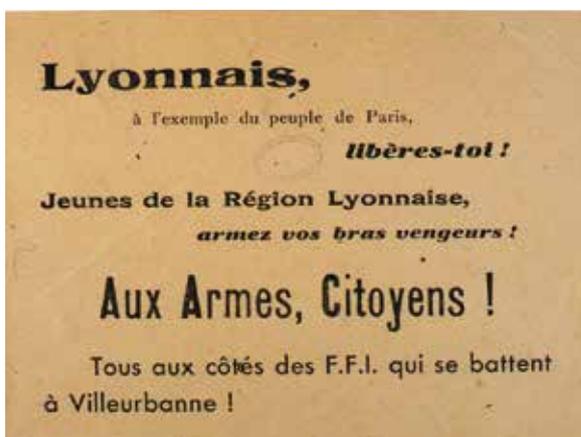
Les chars Sherman St-Raphaël et Vesoul de la 1<sup>re</sup> DB entourés par la foule au pied de l'église Saint-Pierre à Chalons-sur-Saône, 5 septembre 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985



Défilé de la Victoire à Marseille des hommes du 2<sup>e</sup> groupement de tabors marocains (GTM) derrière leur commandant, le colonel Boyer de Latour, 29 août 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985



Papillon diffusé par les insurgés de Villeurbanne pour inciter les jeunes Lyonnais à venir les rejoindre, août 1944  
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

## TÉMOIGNAGE

### RAYMOND AUBRAC NOMMÉ COMMISSAIRE RÉGIONAL DE LA RÉPUBLIQUE EN AOÛT 1944

Le général de Gaulle me reçut le 7 août dans son bureau, villa des Glycines [à Alger]. [...]

“Il n’a pas été facile, me dit-il, de désigner un commissaire de la République pour Marseille. Avec l’accord de la Résistance, le choix s’est finalement porté sur vous. Votre mission consiste à vous occuper de la population civile. M. d’Astier vous communiquera les dernières informations dont nous disposons. M. Diethelm et le général de Lattre s’occuperont d’assurer votre transport jusqu’à la plage de débarquement. Je vous informe que la date est le 15 août. Naturellement, cette date est un secret militaire. Le plus important est d’empêcher l’installation de l’AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories*). Ce qui se passe en Normandie me fait penser que c’est possible. En aucun cas les autorités alliées ne doivent imposer leur administration sur la France. Hors cela, vous ferez tout ce que vous pourrez pour les aider”. [...]

Extraits de Raymond Aubrac, *Où la mémoire s’attarde*, Odile Jacob, 1996, page 125

## LA LIBÉRATION DU SUD-OUEST ET DU CENTRE

Après la percée d'Avranches en Normandie et leur avancée au nord de la Seine, la progression rapide des Alliés le long de la côte méditerranéenne puis de la vallée du Rhône fait peser un risque d'encerclement pour les troupes allemandes stationnées dans le Sud-Ouest de la France. Dès le 17 août, leur repli est engagé.

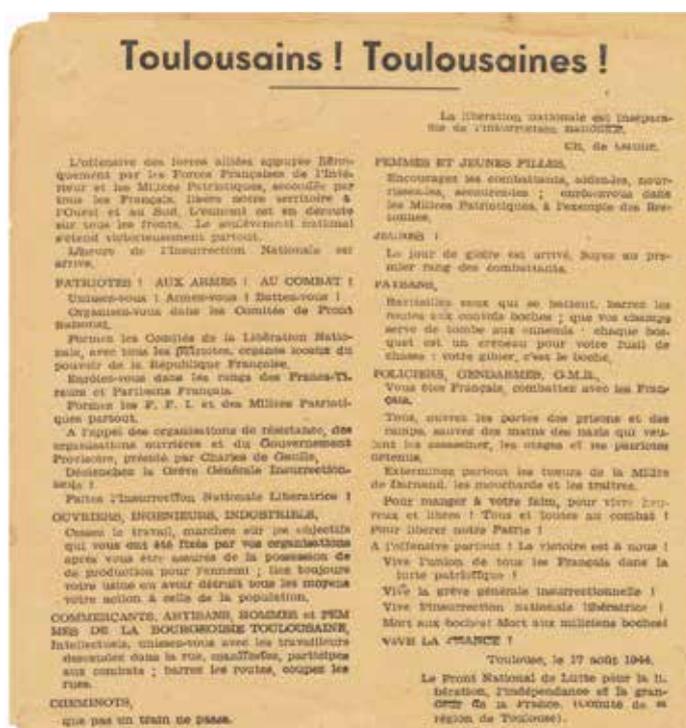
La Résistance adopte alors deux stratégies : soit prendre le contrôle des territoires abandonnés par les forces d'occupation pour installer les nouveaux pouvoirs en évitant d'affronter directement des forces allemandes toujours puissantes ; soit aller au contact pour accélérer le départ des troupes d'occupation ou obtenir des redditions si le rapport de forces lui semble favorable. Cette seconde stratégie n'est pas sans risque.

La mobilisation générale des maquis permet la libération rapide du Sud-Ouest. Les affrontements sporadiques font un nombre de victimes limité localement mais important globalement. Le bilan est alourdi par le fait que certaines unités allemandes procèdent à des actions terroristes

et meurtrières lors de leur retraite. Les chefs des FFI, tel Georges Guingouin, chef départemental des FFI de Haute-Vienne, essaie d'obtenir avec l'appui des représentants du GPRF ou des forces alliées le départ anticipé ou la reddition des troupes allemandes, afin d'éviter des morts et des destructions inutiles. Les FFI investissent Agen et Toulouse le 19 août, Limoges le 22, Clermont-Ferrand le 26, Bordeaux le 28. Vichy est libéré le 26 août. Le maréchal Pétain a quitté sa capitale le 20 août sous escorte allemande. Partout, les résistants installent de nouvelles autorités pour prendre le relais des représentants discrédités de l'État français.

La situation du Cher montre que la libération est souvent une période de grande incertitude. Le 6 septembre, les FFI entrent dans Bourges abandonné par les derniers occupants. Cependant, au sud du département, les premiers éléments de la colonne allemande commandée par le général Elster

sont signalés. Plus de 19 000 Allemands lourdement armés remontent du Sud-Ouest, constamment harcelés par les maquis qui les obligent à dévier de leur route. Ils tentent de forcer le passage vers l'Est et leur présence est une menace permanente. Finalement, un accord de reddition est conclu avec les Américains le 11 septembre à Issoudun puis avec la Résistance locale à Arçay le lendemain, mais pendant plusieurs jours les Allemands traversent le département en armes jusqu'au lieu de reddition sur la Loire. ●



Tract « Toulousains ! Toulousaines ! » diffusé par le Front national, qui appelle la population toulousaine à faire grève et à lancer l'insurrection libératrice, 17 août 1944

Musée de la Résistance nationale  
collection historique, 1985

## ■ F O C U S

### Les exactions allemandes

Le débarquement allié entraîne une réaction immédiate: la lutte contre la Résistance s'intensifie encore afin de pacifier l'arrière des lignes allemandes et de faciliter la remontée des troupes vers la Normandie. Les Allemands, souvent aidés par la Milice, s'efforcent de réduire les grands maquis (plusieurs milliers d'hommes) qui ont été constitués pour venir en appui des troupes alliées. Des opérations de grande ampleur sont conduites contre le maquis du Mont-Mouchet en Auvergne (2-20 juin), contre celui de Saint-Marcel en Bretagne (18-19 juin), contre celui du Vercors dans les Alpes (21-27 juillet). Les affrontements sont très meurtriers et les résistants arrêtés sont exécutés sur place ou déportés en masse. Durant tout l'été, des maquis plus petits subissent un sort comparable.

La population est directement visée. Il peut s'agir de représailles (82 habitants de Vassieux-en-Vercors sont exécutés le 21 juillet), mais aussi d'opérations destinées à créer un climat de terreur supposé empêcher toute attaque contre les troupes allemandes. Lors de sa remontée vers la Normandie, la division SS *Das Reich* a pour consigne de chercher le contact avec les maquisards et la population qui les soutient. Les exécutions de résistants se multiplient sur l'itinéraire suivi, comme les actions contre les civils: le 9 juin, 99 hommes sont pendus à Tulle; le 10 juin, 643 hommes, femmes et enfants sont massacrés à Oradour-sur-Glane. La retraite des troupes allemandes est aussi jalonnée de massacres, comme à Saint-Pol-de-Léon (25 victimes le 4 août), Buchères (68 victimes le 24 août), Maillé (124 victimes le 25 août), la vallée de la Saulx dans la Meuse (86 victimes le 29 août), pour ne citer que les plus importants.

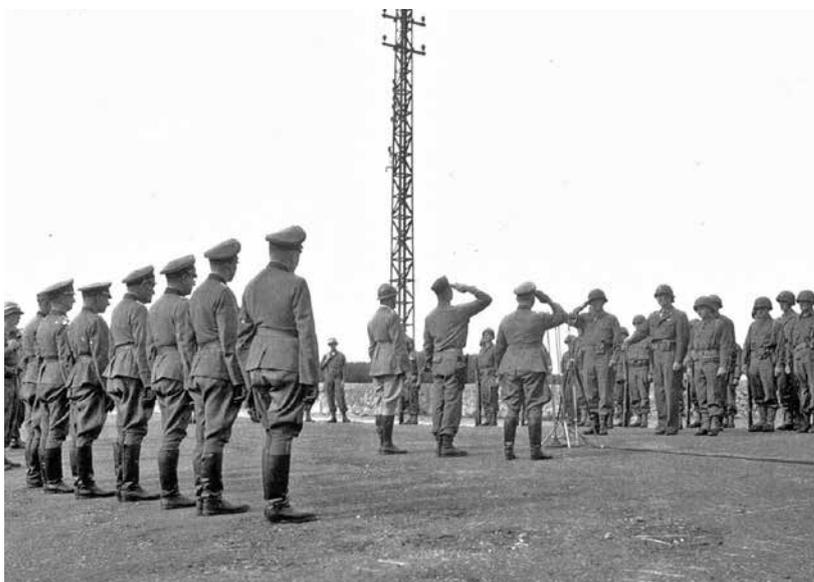
Avant leur départ, les Allemands vident les prisons. D'ultimes convois de déportation sont organisés depuis Paris et plusieurs villes de France (Rennes, Lyon, Toulouse, Dijon ou Belfort). Après la Libération, on découvre les corps de ceux qui ont été exécutés sur place ou dans des lieux à l'écart. À Lyon, des résistants et des détenus juifs sont extraits de la prison de Montluc: 109 sont exécutés à Bron et 120 autres à Saint-Genis-Laval.



Un groupe de FFI de la région de Montluçon (Allier) au moment de la libération, photographie du studio Vincens, août 1944

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Les FFI ont pris la pose avec leur uniformes dépareillés et munis de l'armement relativement important dont ils disposent alors. La libération de Montluçon, commencée le 20 août par l'entrée des FFI dans la ville, prend une tournure dramatique avec l'arrivée de nouvelles troupes allemandes et de miliciens. Les combats durent jusqu'au 26 août et font 44 morts du côté des résistants.



Reddition de la colonne Elster aux Américains à l'entrée du pont de Beaugency (Loiret), sur la rive gauche de la Loire, 16 septembre 1944

Droits réservés

## LA LIBÉRATION DU NORD ET DE L'EST



Couverture de la brochure *Le Lion délivré*, J. Péquignot éditeur, 1945

Musée de la Résistance nationale/collection historique

La ville de Belfort est officiellement délivrée le 20 novembre mais effectivement le 25, par l'action conjuguée de la 1<sup>re</sup> armée française et des FFI locaux. La brochure qui célèbre la libération montre en couverture le Lion de Belfort, sculpture en pierre de Bartholdi, réalisée en hommage à la résistance de la ville lors de la guerre de 1870-1871. Une reproduction en cuivre est installée place Denfert-Rochereau, sous laquelle est installé le PC de colonel Rol-Tanguy durant la libération de Paris.

Les armées alliées atteignent la Seine à la fin août : Paris est libéré le 25 août, Rouen le 30. Les Britanniques et les Canadiens avancent vers le nord : Amiens est libéré le 31 août, Lille le 2 septembre, Bruxelles le 3, Anvers le 4. Les Américains continuent vers l'est : Reims est libéré le 30 août, Nancy le 15 septembre, mais les Allemands résistent autour de Metz. Le 2 septembre, la ville située en Lorraine annexée est déclarée « forteresse du Reich » par Hitler. Les assauts des Américains, dirigés par le général Patton et appuyés par l'aviation, échouent en septembre, mais leur donnent progressivement l'avantage en octobre. En novembre, les défenses allemandes tombent les unes après les autres. La ville subit d'intenses bombardements aériens. Après de durs combats, les Américains s'emparent de Metz le 22 novembre mais les derniers forts encerclés ne se rendent qu'en décembre.

Si la campagne de Lorraine s'avère difficile, la progression vers l'est des troupes américaines et des troupes françaises remontant du Sud-Est est cependant bien plus rapide que ne l'estimaient les états-majors alliés. Au point que l'intendance a du mal à suivre : les munitions et le carburant manquent. La 1<sup>re</sup> armée française est stoppée dans la boucle du Doubs faute de ravitaillement. Les Allemands en profitent pour renforcer leurs défenses et tenter de couper la route vers l'Allemagne. La bataille des Vosges (25 septembre-18 octobre) puis l'offensive vers le Rhin (14 novembre-5 décembre) parviennent à percer les lignes allemandes au prix de pertes importantes. Mulhouse est libéré le 21 novembre et la 2<sup>e</sup> DB entre dans Strasbourg le 23. Fin novembre, la libération du territoire est pratiquement achevée. Seules quelques poches de résistance allemandes subsistent sur le littoral de Dunkerque à Royan, dans les Alpes et autour de Colmar en Alsace.

La situation se dégrade brutalement avec l'offensive allemande dans les Ardennes le 16 décembre. Les Américains doivent reculer et envisagent d'abandonner l'Alsace. Mais les Français ne peuvent se résoudre à abandonner Strasbourg. Une bataille violente, durant un hiver particulièrement glacial, se déroule en janvier 1945. La 1<sup>re</sup> armée française parvient à tenir Strasbourg tandis que les Américains reprennent l'avantage sur les Allemands, qui ont épuisé leurs réserves. La bataille d'Alsace permet de s'emparer de la poche de Colmar et de prendre position sur le Rhin au début de février. L'offensive décisive en Allemagne est prévue pour mars. ●



Les autorités civiles et militaires posent devant l'hôtel de ville de Metz aux côtés de jeunes Lorraines vêtues de costumes traditionnels, 23 novembre 1944

Musée de la Résistance nationale/fonds photographique de presse dit du *Matin*, 1997



Proclamation du général de Lattre aux habitants de Colmar, 2 février 1945

Archives municipales de Colmar

Le général Leclerc passe en revue les troupes sur la place Kléber dans Strasbourg libéré, 26 novembre 1944 – NARA, droits réservés

Le 24 novembre, le général Leclerc fait diffuser un nouvel ordre du jour adressé aux hommes de la 2<sup>e</sup> DB : « Le serment de Koufra est tenu ! [...] Vous avez chassé l'envahisseur de la capitale de notre Alsace, rendant ainsi à la France et à son armée son prestige d'hier. Au nom du général de Gaulle et de la France, je vous remercie. »



## ■ F O C U S

### Les dernières déportations parties de France

Malgré la progression des Alliés en France, les déportations continuent, jusqu'au bout, quelle que soit l'urgence de la situation. Confrontée à l'imminence du repli, la direction de la Sipo-SD ordonne qu'aucun service régional ne laisse de détenus importants derrière lui. Des convois sont organisés depuis les grandes villes de province, comme à Toulouse le 30 juillet, à Bordeaux le 9 août, à Lyon le 11, à Lille le 1<sup>er</sup> septembre, directement vers les camps du Reich. Certains emmènent pour la première fois ensemble des victimes de la répression et des Juifs persécutés. Des convois partis notamment de Rennes le 2 août, de Poitiers le 12, de Clermont-Ferrand le 20, de Dijon les 23 et 25, de Nancy le 28 ont pour destination Natzweiler, avant l'évacuation du camp vers celui de Dachau début septembre.

À Paris, la plupart des détenus de Fresnes et de Romainville, de La Santé et du Cherche-Midi, sont regroupés dans le plus grand convoi constitué sous l'Occupation – 1 654 hommes et 546 femmes

au moins – qui part de la gare de Pantin le 15 août. Un dernier convoi, plusieurs fois retardé, quitte Compiègne le 17 août pour Buchenwald. Les deux convois sont composés pour l'essentiel de résistants.

Ensuite, la Sipo-SD organise d'ultimes convois à l'arrière du front à la suite des actions contre les maquis des Vosges et des représailles contre les populations civiles. Près de 2 200 personnes sont déportées entre la mi-août et la mi-novembre depuis Schirmeck et Belfort. Au total, 10 600 déportés de répression quittent la France du 30 juillet au 21 novembre.

En parallèle de ces convois de répression, le dernier convoi massif de la « Solution finale » part de la gare de Bobigny le 31 juillet. Un ultime convoi quitte Drancy le 17 août avec 51 Juifs résistants de l'Organisation juive de Combat, des FTP-MOI et « personnalités otages ». Le lendemain, 1 400 détenus du camp sont libérés par la Croix-Rouge.

## PARTIE 3 – REFONDER (AUTOMNE 1944-AUTOMNE 1945)

### RÉTABLIR LA RÉPUBLIQUE

Le 3 juin 1944, le Comité français de la Libération nationale (CFLN) devient à Alger le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). L'ordonnance du 9 août 1944 qu'il promulgue, « relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental », considère comme nuls et non avenue tous les textes réglementaires constitutionnels édictés depuis le 10 juillet 1940. La République n'a donc pas besoin d'être proclamée puisqu'elle n'a pas été supprimée. En revanche, il est nécessaire de rétablir les institutions républicaines suspendues par l'État français et de prévoir les conditions de la passation des pouvoirs.

Le GPRF peut compter sur les structures mises en place avant la Libération. Malgré les coups portés par la répression, partout en France des hommes et des femmes sont prêts à s'emparer du pouvoir local. Dans les régions, des commissaires de la République sont officiellement installés au fur et à mesure de la progression des armées libératrices afin d'éviter une prise de contrôle par un gouvernement militaire allié des territoires occupés (*Allied Military Government of Occupied Territories*, ou AMGOT). Placés sous l'autorité directe du chef du GPRF, dotés de pouvoirs importants en matière de police, d'administration et de justice, ils assurent le retour à la légalité républicaine. Ils cèdent progressivement la place aux préfets. Les derniers cessent leur fonction en mars 1946.

Dans les départements, les comités départementaux de Libération composés de représentants de la Résistance gèrent les affaires locales avec les préfets. Leurs décisions sont transmises aux comités locaux de la Libération qui s'efforcent d'éviter les débordements et de soulager le quotidien des habitants. Les CDL et CLL disparaissent peu à peu, laissant la place et redonnant le pouvoir aux représentants de l'État (préfets) et aux institutions élues (conseils départementaux et municipaux).

Non sans débats et tensions entre les autorités centrales et les acteurs locaux, ce maillage permet de restaurer un ordre républicain. Après avoir installé le gouvernement à Paris le 31 août, le général de Gaulle entame une série de voyages dans toute la France pour affirmer le pouvoir de son gouvernement et mettre au pas ceux qui seraient tentés de s'y soustraire.

Le ralliement à la République est cependant unanime. Ses symboles sont remis en avant par tous et partout, souvent avant même la libération effective : le drapeau tricolore, qui était interdit en zone nord ; *La Marseillaise* qui avait été interdite en zone nord et déclassée au profit de *Maréchal nous voilà !* en zone sud ; la figure de Marianne, qu'on avait remplacée par les portraits du maréchal Pétain ; la devise « Liberté, égalité, fraternité » effacée par celle de l'État français « Travail, famille, patrie » ; et le 14 Juillet qui redeviendra la fête nationale, à nouveau célébrée en 1945.

Plus que le régime républicain, c'est son cadre de fonctionnement qui fait débat à la Libération. La Troisième République a été critiquée dès 1940 pour son incapacité à empêcher la prise du pouvoir par le maréchal Pétain et l'instauration de l'État français. Toutefois, un changement de constitution suppose l'approbation du peuple souverain et les conditions de sa consultation, quand tant d'autres problèmes aussi importants sont à régler. ●



*Lyon libéré*, n° 1, 3 septembre 1944, qui publie la déclaration d'Yves Farge, commissaire régional de la République, appelant au retour de « l'ORDRE REPUBLICAIN », alors que des « tâches écrasantes s'imposent ».

Musée de la Résistance nationale/  
fonds Justin Godart, 2011



Pièce de 2 francs portant le portrait de Marianne et la devise républicaine, 1944  
Collection privée

■ F O C U S

**Juger le régime de Vichy**

En novembre 1944, la Haute Cour de Justice est mise en place. Composée de trois magistrats et de jurés tirés au sort parmi les parlementaires de l'Assemblée consultative provisoire et des personnalités proches de la Résistance, elle doit juger Philippe Pétain, chef de l'État français, Pierre Laval, chef du gouvernement, Joseph Darnand, chef de la Milice, et Fernand Brinon, représentant de l'État français auprès de l'Occupant. Les quatre hommes sont condamnés à mort. La peine de Pétain est commuée en réclusion à perpétuité du fait de son grand âge (il est né en 1856). Frappé d'indignité nationale et déchu de toutes ses distinctions militaires, il meurt en détention en 1951. Au total, 108 personnalités de l'État français passent devant la Haute Cour de Justice jusqu'en 1949 : 18 sont condamnées à mort, 3 sont exécutées. Les poursuites contre 40 d'entre elles sont interrompues pour fait de résistance avéré.

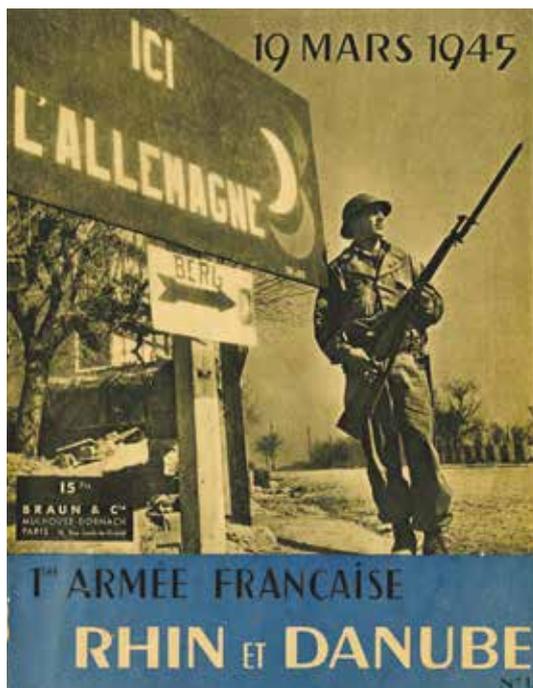


Ordre de mission de Prosper Miquet, député de l'Assemblée consultative provisoire, pour rallier la France, 4 septembre 1944  
Musée de la Résistance nationale/fonds Miquet-Saffray, 2007



Affiche de la Ville de Champigny concernant les festivités pour le 14 juillet 1945  
Musée de la Résistance nationale/fonds Carrière, 2012

## PARTICIPER À LA VICTOIRE



Brochure *1<sup>re</sup> armée française Rhin et Danube*, n° 1, avril 1945

Musée de la Résistance nationale/fonds Bourandy, 2018

Le panneau « Ici l'Allemagne » porte l'insigne de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie algérienne. Le 15 mars 1945, la 3<sup>e</sup> DIA est la première en Allemagne. Le 31 mars 1945, en tête de la 1<sup>re</sup> armée française, elle franchit le Rhin par surprise dans la région de Spire.

Le Gouvernement provisoire de la République française se fixe comme premier objectif la libération complète du territoire national et la participation effective de la France à la victoire sur l'Allemagne.

Pour cela, le 19 septembre 1944, l'armée B devient la 1<sup>re</sup> armée française. Les décrets des 19 et 20 septembre 1944 ordonnent la dissolution de toutes les unités FFI et proposent à ceux qui le désirent de continuer le combat dans l'armée régulière. Cette intégration répond à un double

objectif : permettre aux combattants clandestins de pouvoir continuer la lutte après la libération, mais aussi éviter que demeurent en France des forces armées échappant au contrôle gouvernemental. Par étapes, près de 400 000 FFI intègrent la nouvelle armée française – plus de 110 000 pour la seule 1<sup>re</sup> armée à l'automne 1944. Certaines unités sont constituées uniquement de FFI. Toutefois, la règle est l'amalgame avec des militaires rompus au combat afin de former des engagés certes motivés mais peu expérimentés.

En février 1945, à Paris, une grande exposition intitulée « FFI vers l'armée nouvelle » vante les mérites de cet amalgame. Sur le front, la situation est plus compliquée : les unités FFI sont mal équipées et ne peuvent être décisives sans l'appui des unités régulières, comme par exemple sur le front des poches allemandes sur le littoral. L'intégration des FFI a aussi pour objectif le remplacement des soldats coloniaux dans l'Armée française. Ceux venus d'Afrique subsaharienne sont les premiers concernés à l'automne 1944. On pense qu'ils auront du mal à supporter la rigueur de l'hiver en Europe. Ils sont rapatriés dans leurs territoires d'origine et démobilisés. Les Nord-Africains sont concernés à leur tour au printemps 1945 alors qu'ils ont représentés la plus grande

partie des troupes françaises depuis 1942-1944 et qu'ils ont prouvé leur valeur sur le terrain. Cette mise à l'écart est mal vécue par des hommes qui ont montré leur bravoure et ne comprennent pas ce manque de reconnaissance de la France. Seules quelques unités de Nord-Africains restent intégrées dans l'Armée française.

En mars 1945, la 1<sup>re</sup> armée se voit confier un secteur d'opération lors de l'offensive en Allemagne. Les troupes françaises progressent du Rhin au Danube, jusqu'aux Alpes autrichiennes. Le 7 mai 1945, la France est présente lors de la reddition allemande à Reims, comme le 8 mai en la personne du général de Lattre pour la capitulation à Berlin. Elle contrôle une des zones d'occupation en Allemagne et à Berlin. La France signe également l'acte de capitulation du Japon en baie de Tokyo le 2 septembre 1945. Elle est considérée comme un des grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui permet d'obtenir le statut de membre permanent au Conseil de sécurité de la nouvelle Organisation des Nations unies.



Signature de la reddition de la poche de Saint-Nazaire, dernier territoire encore occupé par les Allemands, à Cordemais (Loire-Atlantique), 11 mai 1945  
Musée de la Résistance nationale/fonds Cotten, 2014

■ F O C U S

**La réduction des poches allemandes en France**

En janvier 1945, la bataille d'Alsace permet de s'emparer de la poche de Colmar et de prendre position sur le Rhin au début de février. Cependant, la France n'est pas encore totalement libérée.

En effet, après la dure bataille de Normandie, les Alliés ont fait de la progression vers l'Allemagne leur objectif prioritaire. Ils ont donc délaissé les zones portuaires fortifiées du mur de l'Atlantique édifié par les Allemands pour empêcher tout débarquement et se sont contentés d'encercler les troupes chargées de les défendre à Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle (avec l'île de Ré) et Royan-Pointe-de-Grave (avec l'île d'Oléron).

Dans ces poches d'occupation allemande, les combats se limitent à des affrontements ponctuels, souvent meurtriers mais non décisifs. Au printemps 1945, il est décidé de passer à l'offensive. La poche de Royan-Pointe-de-Grave est conquise le 20 avril après six jours de combats acharnés avec l'appui de l'aviation alliée et des blindés de la 2<sup>e</sup> DB. Les autres poches tombent les unes après les autres. Celle de Dunkerque ne se rend que le 9 mai, celle de Saint-Nazaire le 11 mai.

Une du journal *Les Nouvelles du Matin*, 8 mai 1945

Archives communales de Champigny-sur-Marne  
Le journal annonce la signature de la capitulation allemande signée à Reims le lundi 7 mai. À la demande des Soviétiques, une nouvelle signature a lieu à Berlin le mardi 8 mai. C'est la date qui a été retenue pour marquer la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.



## RENOUVELER LA DÉMOCRATIE



Intervention du général de Gaulle, qui vient d'être élu président du GPRF, devant la nouvelle Assemblée nationale constituante, 13 novembre 1944

Musée de la Résistance nationale/fonds photographique de presse dit du *Matin*, 1997

La réinstallation de la République n'est qu'une étape. L'objectif du GPRF est la restauration de la démocratie supprimée par l'État français.

L'Assemblée consultative provisoire n'est comme son nom l'indique que temporaire. Elle est une représentation des forces qui ont permis la libération de la France mais elle n'est pas l'expression démocratique du peuple français. Cependant, il n'est pas question dans un premier temps d'organiser des élections législatives. Une partie des électeurs potentiels sont en effet absents du territoire français (prisonniers de guerre, travailleurs volontaires ou requis, déportés) ou sont dans l'incapacité de participer à un scrutin (soldats mobilisés ou engagés).

Pour autant, le peuple français attend de retrouver le droit fondamental de désigner ses représentants et la gestion des affaires locales nécessite de mettre fin le plus rapidement possible aux situations de transition. Des élections municipales sont donc organisées les 29 avril et 13 mai 1945.

Pour la première fois, les femmes de France sont considérées comme des citoyennes à part entière et peuvent participer en tant qu'électrices et en tant que candidates. La promesse est formulée dès mars 1942 dans la déclaration que le général de Gaulle adresse aux mouvements de la Résistance (« Qu'une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous élisent une Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays »). Cette promesse est confirmée par l'ordonnance du 21 avril 1944 signée par le général

de Gaulle suite à la décision prise par l'Assemblée consultative d'Alger.

Les élections départementales sont organisées les 23 et 30 septembre 1945, après le retour sur le territoire national de l'ensemble des absents. Le 21 octobre 1945, les Français sont à nouveau consultés pour élire leurs députés à une Assemblée nationale. Près de 80 % du corps électoral se déplace pour voter. Trois partis associés à la Résistance concentrent les trois quarts des suffrages : le Parti communiste français (PCF : 27,1 %), le Mouvement républicain populaire (MRP : 25,6 %) et le Parti socialiste (SFIO : 24,9 %). Avec 160 députés (72 en 1936), le Parti communiste devient le premier parti de France. La gauche dans son ensemble est largement majoritaire. Le Parti radical, parti clé de la Troisième République, s'est effondré. Le MRP profite de la déroute des modérés et de la disparition de la droite, jugée trop proche encore du régime de Vichy. Le mode de scrutin choisi - la représentation proportionnelle - participe au renouveau démocratique. Les femmes ne représentent cependant que 5,6 % des députés.

Le 21 octobre 1945, les Français décident également par référendum que la nouvelle assemblée sera constituante et que son mandat sera de 7 mois. Un premier projet de constitution est rejeté en mai 1946. Une seconde Assemblée constituante est élue en juin 1946, dans laquelle le MRP a pris la place du PCF comme premier parti. Un nouveau projet de constitution est rédigé et approuvé par référendum en octobre. Le 27, la constitution de la Quatrième République est promulguée. Son préambule élargit les droits dont disposent les Français, autant économiques et sociaux que politiques, dans l'esprit des réformes entreprises depuis la Libération. ●



Photographie publiée dans *l'Almanach de la femme française*, Union des Femmes françaises, 1946

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

La publication rappelle la lutte difficile des femmes pour qu'elles soient reconnues comme des citoyennes à part entière.



Brochure *Un grand parti, le Mouvement républicain populaire*, 1946

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Le MRP est un nouveau parti né à la Libération.

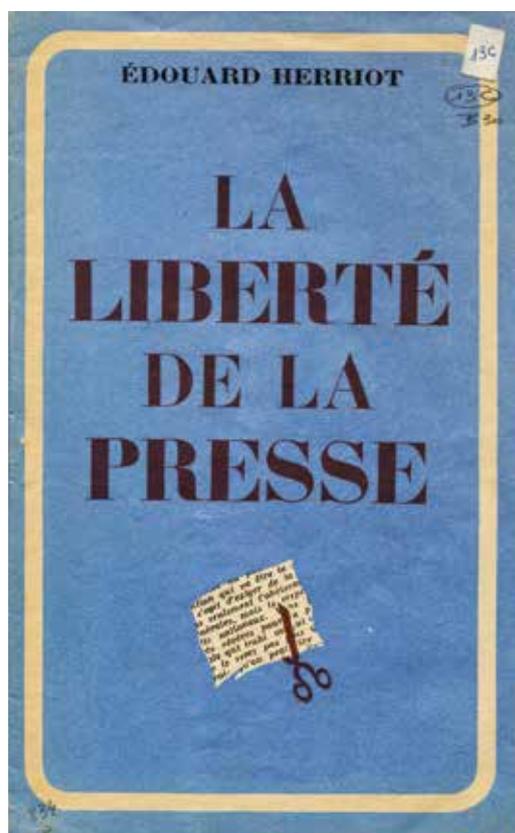
La croix de Lorraine manifeste la fidélité au général de Gaulle.

## ■ F O C U S

### **La question de la citoyenneté dans les colonies françaises**

La libération de la France doit beaucoup aux troupes coloniales. Les peuples colonisés réclament en retour une prise en compte des sacrifices consentis par une réforme voire une remise en cause du système colonial.

Les soldats coloniaux qui ont combattu pour la France dès 1940 sont peu récompensés par rapport à leurs camarades français. En novembre 1944, à Thiaroye (Sénégal), les tirailleurs rapatriés qui protestent pour réclamer les soldes non versées subissent une répression meurtrière. Le GPRF refuse d'opter pour les deux seules voies possibles pour mettre fin au colonialisme : celle de l'assimilation qui conduirait à l'intégration par la réalisation effective de l'égalité des droits ; celle de l'émancipation qui aboutirait à l'autonomie puis à l'indépendance. L'Union française instaurée en octobre 1946 montre aux peuples colonisés que la France ne veut pas renoncer à son empire ni même le réformer en profondeur. Les soulèvements en Algérie en 1945, au Vietnam en 1946, à Madagascar en 1947 sont féroce­ment réprimés et sont les prémisses des conflits à venir.



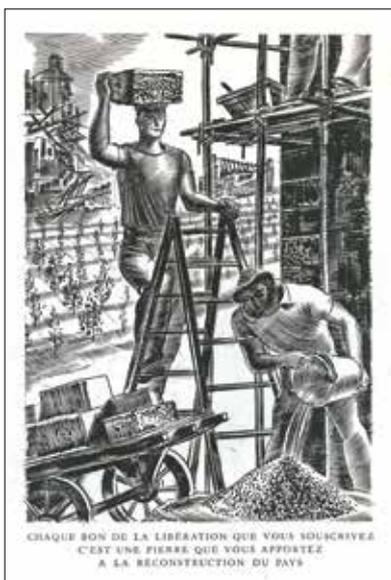
Brochure reprenant l'intervention d'Edouard Herriot sur la liberté de la Presse, mars 1946

Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

Entre mai et septembre 1944, une série d'ordonnances rétablit la liberté de la presse en France, un des fondements de la vie démocratique.

Les titres qui ont collaboré sont supprimés, les autres, souvent nés dans la clandestinité, sont dotés de moyens matériels et financiers. En mars 1946, Edouard Herriot, maire de Lyon et député radical du Rhône, contribue au débat.

## RECONSTRUIRE ET RÉFORMER LA FRANCE LA DÉMOCRATIE



Publicité en faveur des bons de la Libération, publié dans *France Illustration*, n° 1, octobre 1945  
Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985

La France libérée est affaiblie. Les destructions ont été nombreuses et le régime d'occupation a considérablement détérioré l'économie du pays. En outre, la France continue la guerre. Malgré l'aide américaine, les pénuries demeurent et le rationnement reste d'actualité. Dans ce contexte difficile, le GPRF entreprend un programme ambitieux de réformes, préparé par le travail du Comité national d'études et orienté par le programme du CNR.

La première priorité est d'abord de reconstruire les bâtiments et les infrastructures pour reloger près d'un million de sinistrés et relancer l'activité économique, notamment les secteurs des transports et de l'énergie, particulièrement impactés. Il faut notamment remplacer ou remettre en état des milliers de ponts et enlever près de 13 millions de mines.

Pour encadrer et accélérer la reconstruction, il est décidé que l'État prendra le contrôle d'une partie de l'activité économique, sans remettre en cause le système capitaliste dans ses fondements mais en imposant la primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt particulier. Entre décembre 1944 et avril 1946, de grandes entreprises sont nationalisées dans les secteurs considérés comme essentiels : transports (Air France, Renault), banques (Banque de France et 4 grandes banques de dépôt), assurances (34 sociétés), énergie (Charbonnages de France, Gaz de France, Électricité de France). Une nouvelle École nationale d'Administration (ENA) voit le jour en octobre 1945. En janvier 1946, est mis en place le Commissariat général au Plan, chargé de proposer les orientations et les cadres du développement du pays.

Les réformes de l'économie ne sauraient être dissociées de réformes sociales, d'autant que de très nombreux Français sont dans une situation de grande précarité, les effets de la reconstruction et de la relance de l'activité ne se faisant sentir que très progressivement et de manière inégale selon les régions et les catégories sociales. Dans la continuité des réformes du Front populaire et du programme du CNR, de nouveaux droits sont accordés entre 1945 et 1947 aux travailleurs et à leurs représentants : créations de comités d'entreprises, élaborations de conventions collectives, salaire minimum. La liberté syndicale retrouvée permet l'émergence de nouvelles confédérations pour les agriculteurs et les cadres. Plus largement, le GPRF pose les bases d'un État-providence à la française. La Sécurité sociale est instituée en octobre 1945. Les plus fragiles sont protégés face aux difficultés de la vie : assurance vieillesse pour les vieux travailleurs, congés de 14 semaines pour les femmes enceintes, protection maternelle et infantile (PMI), prestations familiales, etc.

Les principes républicains d'égalité et de fraternité ne sont pas oubliés par ceux qui ont lutté pour le retour de la liberté. C'est le sens du préambule de la constitution de 1946 qui rappelle que la nouvelle République doit être démocratique et sociale. L'affirmation des droits politiques, économiques et sociaux sera étendue à tous les êtres humains par la Déclaration universelle des droits de l'homme, votée à Paris le 10 décembre 1948. ●

## ■ FOCUS

### La Sécurité sociale

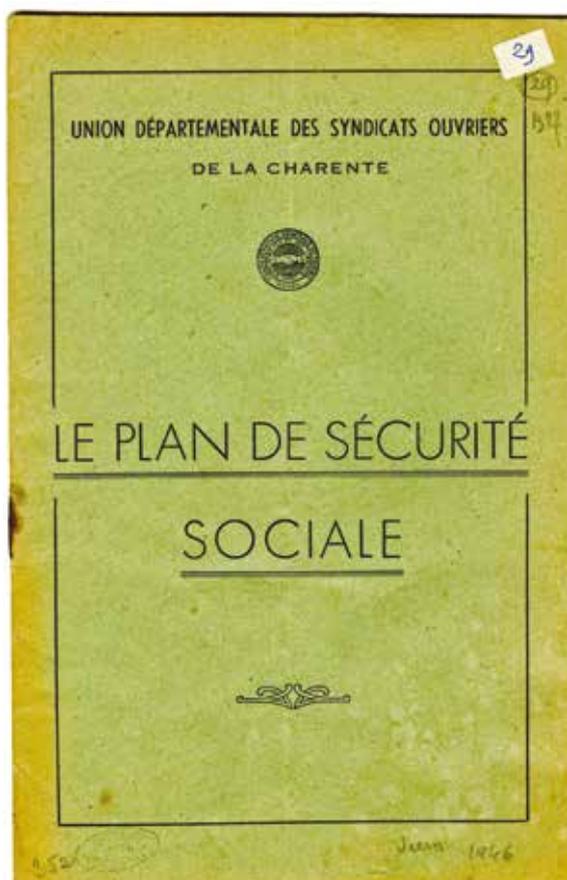
La naissance de la Sécurité sociale en France s'inscrit dans un contexte international. Aux États-Unis, l'instauration du Social Security Act en 1935, dans le cadre du New Deal, garantit une assurance chômage et une assurance vieillesse. Au Royaume-Uni, un rapport de William Beveridge en 1942 définit les bases de l'État providence pour garantir le bien-être des citoyens « du berceau jusqu'à la tombe ». Il aboutit en 1948 à la naissance du National Health Service (NHS) – le service public de santé –, financé par l'impôt et assurant la gratuité des soins.

En France, la mise en place de la Sécurité sociale est portée par le juriste Pierre Laroque et les ministres du Travail Alexandre Parodi puis Ambroise Croizat. L'ordonnance du 4 octobre 1945 sur la Sécurité sociale instaure un système de protection autour d'une organisation unique et d'une cotisation unique. Les assurés gèrent eux-mêmes les caisses, par l'intermédiaire de conseils d'administration élus où les syndicats ont pour la première fois un rôle primordial. Deux autres ordonnances, datées du 19 octobre 1945, prévoient la refonte du système des assurances sociales et l'affiliation obligatoire des salariés français et étrangers et de ceux qui travaillent « à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ». Mais l'unification n'est pas complète : les régimes spéciaux (agriculteurs, mineurs, commerçants, artisans, fonctionnaires) subsistent malgré tout.

Le préambule de la constitution de la Quatrième République (27 octobre 1946) pérennise la réforme : « [La Nation] garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »



Publicité de la Régie Renault publiée dans *Les Cahiers politiques*, n° 16, décembre 1945. Collection privée Pierre Lefaucheur, directeur général de la Régie Renault, fait partie du Comité de direction des *Cahiers politiques*, revue parue dans la clandestinité d'avril 1943 à avril 1944.



Brochure de l'Union départementale des syndicats ouvriers de la Charente présentant le Plan de Sécurité sociale, son fonctionnement et les nouveaux droits, 1946. Musée de la Résistance nationale/collection historique, 1985.



Couverture du magazine *Regards*, n° 13, 14 juillet 1945  
Musée de la Résistance nationale, droits réservés.

## Car cette joie ne leur est pas infidèle.

Tandis que les balles de la liberté sifflent encore dans la ville, les canons de la libération franchissent les portes de Paris, au milieu des cris et des fleurs. Dans la plus belle et la plus chaude des nuits d'août, le ciel de Paris mêle aux étoiles de toujours les balles traçantes, la fumée des incendies et les fusées multicolores de la joie populaire. [...]

Il y a quatre ans, des hommes se sont levés au milieu des décombres et du désespoir et ont affirmé avec tranquillité que rien n'était perdu. Ils ont dit qu'il fallait continuer et que les forces du bien pouvaient toujours triompher des forces du mal à condition de payer le prix. Et ils ont payé le prix. [...] Mais ces mêmes hommes, s'ils le pouvaient, ne nous reprocheraient pas cette terrible et merveilleuse joie qui nous emplit comme une marée. Car cette joie ne leur est pas infidèle. Elle les justifie au contraire et elle dit qu'ils ont eu raison. Unis dans la même souffrance pendant quatre ans, nous le sommes encore dans la même ivresse, nous avons gagné notre solidarité. Et nous reconnaissons avec étonnement dans cette nuit bouleversante que pendant quatre ans nous n'avons jamais été seuls. Nous avons vécu les années de la fraternité.

Albert Camus, éditorial du journal *Combat*, 25 août 1944

Dossier rédigé par Éric Brossard,  
agréé d'Histoire, professeur relais de  
l'académie de Créteil, conseiller pédagogique  
du MRN, avec le concours  
de Thomas Fontaine, docteur en Histoire,  
directeur des projets du MRN.  
Directeur de publication : Lucienne Nayet  
Conception graphique : Olivier Umecker  
Impression : Agefim

**MRN**  
MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE

**DILRAH**  
DÉPARTEMENTAL  
INSTITUT DE LA  
RÉSISTANCE NATIONALE  
ET DE LA LIBÉRATION

**NaCVG**  
Aider Reconnaître Transmettre

**seine saint denis**  
LE DÉPARTEMENT

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES-LE CIRCULER »